

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

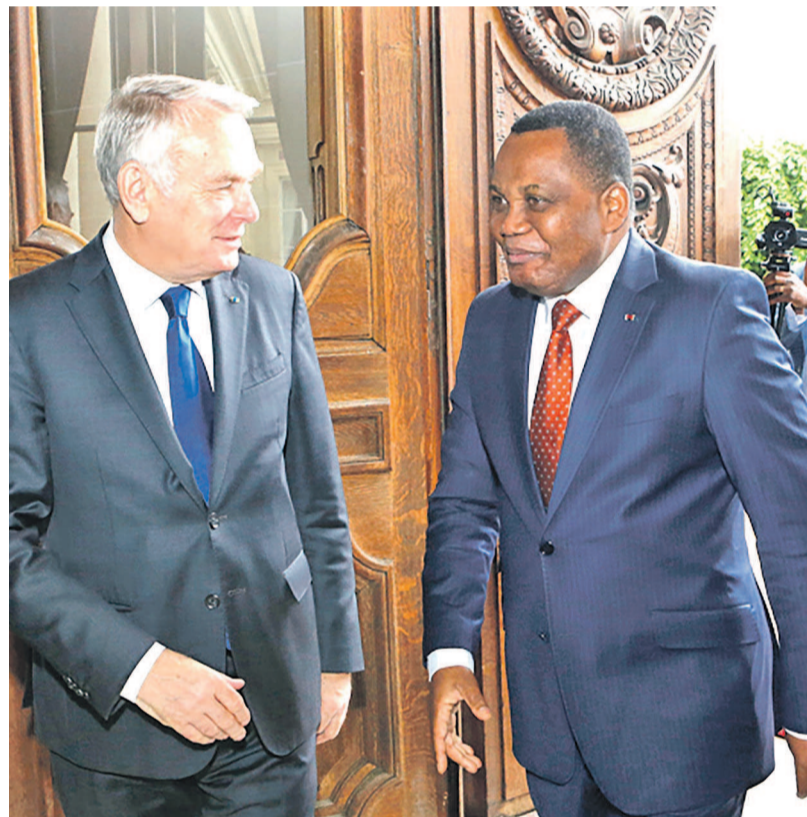
N° 2634 - MERCREDI 15 JUIN 2016

FRANCE-CONGO

Jean Claude Gakosso
reçu par Jean Marc Ayrault
au Quai d'Orsay

Les deux ministres des Affaires étrangères de France et du Congo, Jean Marc Ayrault et Jean-Claude Gakosso, ont eu un entretien chaleureux, le 14 juin, au Quai d'Orsay, comme l'ont appris Les Dépêches de Brazzaville de source diplomatique à Paris.

Au terme de cette rencontre, la toute première entre les deux ministres depuis la présidentielle congolaise du 20 mars, il a été convenu, toujours d'après nos sources, de tourner la page des malentendus de ces derniers mois, d'ouvrir de nouvelles perspectives de coopération entre Paris et Brazzaville, la France étant disposée à soutenir le Congo dans l'éventualité de négociations avec le Fonds monétaire international, le tout, pour le bien des deux pays et des deux peuples liés par une longue histoire commune.



Jean Marc Ayrault et Jean Claude Gakosso / photo: F. De la Mure/MAEDI

AVIATION

Air Afrique : Vincent Péna-Pitra visé par
une enquête judiciaire

Face au calvaire des ex-agents congolais d'Air Afrique en attente de paiement de leurs droits de liquidation de la société, le ministre de la Justice et des droits humains, Pierre Mabiala, a demandé l'ouverture d'une enquête contre le syndic liquidateur dirigé par Vincent Péna-Pitra. Au cours d'une concertation avec le syndic liquidateur ayant conduit à des révélations de malversation des fonds alloués par l'Etat à cet effet, le ministre Pierre Mabiala a ordonné au procureur général de la République l'ouverture d'une information judiciaire à l'encontre du président de ce cinquième syndic, Vincent Péna-Pitra.

Page 5

Jean Marie Michel Mokoko
en garde à vue

Le général Jean-Marie Michel Mokoko a été interpellé et gardé à vue à la Direction générale de la surveillance du territoire, ce 14 juin, a déclaré l'un de ses conseillers qui assure l'avoir assisté pendant son interrogatoire. « On vient de nous notifier son arrestation. Le général est donc gardé à vue à la DGST. Pour l'heure, nous sommes dans l'enquête préliminaire et nous ne pouvons pas livrer tous les secrets », a-t-il notamment affirmé. Depuis plusieurs mois, le général Mokoko, candidat malheureux à la présidentielle du 20 mars, se disait maintenu en résidence surveillée. Il avait été interpellé plus d'une fois avant l'élection pour une affaire de coup d'Etat supposé. Il y a cinq jours, le ministre de la Justice, Pierre Mabiala, ordonnait l'accélération de la procédure le concernant.



PISCICULTURE

La station piscicole de Dzoumouna
dans un état déplorable

Des mauvaises herbes, quelques étangs asséchés, des bâtiments et du matériel vétustes... La station piscicole de Dzoumouna, dans le Pool, a besoin d'être réhabilitée. Le constat a été fait et l'engagement d'apporter des réponses qui conviennent pris par le ministre d'Etat, ministre de l'Agriculture, de l'élevage et de la pisciculture, au terme d'une visite qu'il a effectuée sur les lieux en compagnie de plusieurs collaborateurs. Henri Djombo, ayant poursuivi sa ronde dans les centres de vulgarisation des techniques agricoles, de démonstration des techniques agricoles et de vulgarisation de techniques d'élevage, reste confiant. Si des efforts sont conjugués, ces structures permettront à terme de réduire les coûts élevés d'importation de produits alimentaires de base.

Page 3



RÉCONCILIATION NATIONALE

Le comité de suivi pour la paix appelle à privilégier le dialogue

A l'occasion du 25^{ème} anniversaire de la journée de la concorde nationale célébrée cette année à Madingou, chef-lieu du département de la Bouenza, le comité de suivi

pour la paix a réitéré la nécessité du dialogue comme moyen pour résoudre les différends et préserver le climat de paix au Congo. Regroupant les parlementaires,

les organisations de la société civile ainsi que les autorités départementales, la rencontre de Madingou a été l'occasion, pour ce comité mis en place en 2011,

d'appeler les Congolais à privilégier le dialogue pour résoudre des conflits, en vue de parvenir à une paix durable, gage d'un développement durable. Page 3

Sommaire

SANTÉ PUBLIQUE

**Le CHU lance
une campagne
de prévention
du cancer du col
de l'utérus** Page 8

BOUEZA

**Près de 300
patients
consultés
à Mouyondzi**

Page 6

ÉDITORIAL

Enfin !

Page 2

ÉDITORIAL

Enfin !

Les rencontres à haut niveau qui se déroulent ces jours-ci à Paris entre le Congo et la France démontrent que les relations entre les deux pays reprennent, lentement mais sûrement, un tour normal. N'en déplaise à celles et ceux qui s'emploient depuis des mois à provoquer une rupture la raison l'emporte sur la passion, la logique sur l'irrationnel, la raison d'État sur l'utopie. Après s'être tourné le dos pendant plusieurs mois pour des raisons que l'avenir se chargera certainement d'éclairer Brazzaville et Paris entreprennent de resserrer enfin les liens de confiance tissés par l'Histoire.

Disons-le clairement : il était temps que cesse le procès politique absurde engagé en France, et d'ailleurs plus généralement en Europe, par divers acteurs politiques lorsque Denis Sassou N'Guesso décida de changer la Constitution dans le but de moderniser la gouvernance publique. Inspiré par des milieux proches du pouvoir en France et relayé par des médias aussi puissants que mal informés – le quotidien *Le Monde* tout particulièrement – ce mouvement aux forts relents coloniaux visait à réimposer à notre pays une sorte de tutelle. Il niait purement et simplement le fait que le Congo est un pays libre, indépendant, qui n'a pas de comptes à rendre à ceux qui exploitèrent ses richesses pendant plus d'un siècle sans vraiment se préoccuper de l'aider à émerger.

Plongée dans une crise qui prouve à la face du monde combien est fragile son propre mode de gouvernance et, de façon plus grave encore, à quel point sa paix intérieure se trouve menacée par la faiblesse de son pouvoir exécutif la France a plus que jamais besoin de partenaires sûrs. Si un fossé artificiel se creuse entre elle et eux sa place au sein de la communauté internationale se réduira en effet comme une peau de chagrin. Et le fait de détenir des armes nucléaires, d'occuper une place privilégiée dans les institutions internationales, de figurer dans le petit groupe des « Grands » ne changera rien à ce déclin que le peuple français finira tôt ou tard par payer au prix fort.

Sans attendre les résultats concrets que générera l'amitié retrouvée de nos deux peuples remercions ceux qui, sur le devant de la scène mais aussi dans l'ombre, ont permis que s'ouvre cette nouvelle page de notre Histoire commune.

Les Dépêches de Brazzaville

MOIS DE L'AMITIÉ

L'ACAP sensibilise au vivre-ensemble



Une vue de la salle ; crédit photo Adiac

Dans le cadre de son 52^e mois d'amitié, commémoré du 26 mai au 19 juin de cette année, l'Association congolaise d'amitié entre les peuples (ACAP) a organisé le 8 juin à son siège, une causerie-débat sur « Le vivre-ensemble est-il un support pour l'unité nationale et une solution pour la paix ? ».

Dans son exposé, Jean Félix Mampassi, a défini le vivre-ensemble comme étant le fondement de l'unité nationale et de la paix. En effet, ce juriste, cadre du ministère de la Santé et de la population s'est appesanti sur quelques aspects liés à son sous-thème, notamment l'unité nationale et la paix. Il a aussi abordé les limites de la cohésion sociale, précisément celles inhérentes

à certains principes constitutionnels avant de s'interroger si la facture sociale n'était pas une menace pour le maintien du vivre-ensemble.

L'exposant a aussi évoqué la cohésion sociale qui est une quête permanente, une volonté politique sans équivoque et une adhésion au pacte de solidarité, de fraternité, d'égalité. Il a, enfin, relevé que la construction de la nation congolaise, couplée à celle de la paix, demeure une quête quotidienne. « En effet, réussir ce vaste chantier, serait, à notre avis, une question temporelle, c'est-à-dire, un processus, rimant avec les priorités des gouvernements. Toutefois, la prise

de conscience tous azimuts est requise pour donner la forme à ce sujet. Il se pose donc, en clair, le lancinant problème de la volonté politique. Les nations civilisées que les Congolais prennent souvent pour modèles, sont passées par ces mécanismes », a conclu Jean Félix Mampassi.

Rappelons qu'en l'absence du président de l'ACAP, Vital Balla, empêché, c'est El Hadj Magloire Moussounda qui a présidé cette rencontre. Le mois de l'amitié est, quant à lui, placé sur le thème général : « La lutte contre les antivaleurs pour le développement harmonieux des peuples ».

Parfait Wilfried Douniama

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions :

Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Directeur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko

Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Nancy France Loutou-

mba (chef de service) ; Quentin Loubou,
Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula
(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane
Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana
(chef de service),
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué
(chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Édition du samedi : Meryll Mezath
(Rédactrice en chef), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice
Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara

Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain
Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté
de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali

Coordonateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande,
Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya
n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa
- RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma
Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des
annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia
Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,
Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-
signet, Brice Tsébé, Irin Mauakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de
service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck
Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Chef de production : François Diatoulou Mayola
Gestion des stocks : Elvy Bombete

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole
Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila),
Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Astrid
Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

JOURNÉE DE LA CONCORDE NATIONALE

Le Comité de réconciliation appelle au dialogue

Le Comité de Suivi pour la paix et la reconstruction du Congo, a organisé du 11 au 12 juin, à Madingou dans le département de la Bouenza, le 25^e anniversaire de la journée de la concorde nationale. A cette occasion, il a réitéré la nécessité de privilégier le dialogue comme principal moyen de résolution des différends afin de garantir le climat de paix et de concorde dans le pays.

Des parlementaires, des responsables des organisations de la société civile ainsi que des conseillers venus de la présidence de la République ont pris part à cette 25^e journée de la concorde nationale, à l'occasion de laquelle une causerie-débat interactive a été organisée. Deux thèmes bien ciblés ont été développés au cours de cette conférence-débat, animée par les responsables du Comité de suivi de la Convention pour la paix et la reconstruction du Congo, en présence des auto-

rités locales et départementales. Le premier thème, portant sur : « *Le Comité de suivi de la Convention pour la paix et la reconstruction du Congo : instrument de maintien de la paix et du dialogue permanent* », a été animé par le commissaire chargé des institutions publiques, Michel Mboussi Ngouari, qui a dirigé les travaux de cette journée. Dans son intervention, le conférencier, en faisant un bref aperçu de l'histoire de la création de cette structure, a rappelé à l'auditoire l'intérêt de la création de cette structure dont l'une des missions essentielles est de consolider la paix dans le pays. Développant le dernier thème sur « *La recherche de la paix durable par le dialogue en République du Congo* », le commissaire Emile Aurélien Bongouandé, a pour sa part, édifié les participants sur la nécessité de mettre toujours en exergue



Michel Mboussi Ngouari (au milieu) entouré du préfet et du président du Conseil départemental de la Bouenza (photo adiac)

le dialogue dans la résolution de tous conflits dans le pays. Un processus qui, selon lui, permettra non seulement d'apaiser les tensions dans le pays mais aussi et surtout de garantir la quiétude générale et la paix sociale, conformément aux attentes du gouvernement.

« *En signant cette convention le 14 avril 2001, les participants s'étaient engagés à*

consolider la paix, préserver l'unité nationale, la bonne gouvernance et garantir la reconstruction du Congo. Nous devons veiller à ce que la paix ne soit pas troublée et que la quiétude continue de régner dans le pays », a précisé Emile Aurélien Bongouandé. Quelques activités sportives ont été organisées à l'occasion de ce 25^e anniversaire de la concorde na-

tionale. Il s'agit notamment d'un match de football qui a opposé l'équipe de Madingou à celle de Mouyondzi. La sélection de Madingou a battu celle de Mouyondzi par 2 buts contre 1. Au ndzango, cependant, l'équipe « Les Amis du Rail » de Madindou a gagné As Cheminot de Nkayi. S'agissant de la course, 30 jeunes dont 24 garçons et 6 filles ont participé à ce marathon de 8 km, dans les artères de la ville de Madingou. En version masculine, Dieudonné Moukilou est sorti premier. En version féminine alors que Paslaure Ndoulou Kilonda a remporté la mise. Rappelons que le comité de suivi de la Convention pour la Paix et la reconstruction du Congo a été institué en 2001. Il est chargé entre autres de veiller à la bonne exécution des recommandations et proposer des mesures susceptibles de garantir le renforcement de la paix et la réconciliation nationale.

Firmin Oyé

RENCONTRE CITOYENNE

Ngo salue la nomination d'Elvis Tsalissan Okombi au gouvernement



Le ministre Digne Elvis Okombi Tsalissan au centre lors de cette rencontre citoyenne

Au cours d'une rencontre citoyenne tenue le 12 juin à Brazzaville, les ressortissants du district de Ngo résidant à Brazzaville, ont félicité le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des Relations avec le Parlement, Digne Elvis Tsalissan Okombi pour sa nomination au gouvernement.

Dans un message adressé à ce dernier, les jeunes, les cadres et les sages de ce district lui ont réitéré leur confiance tout en remerciant le chef de l'Etat pour cette marque de confiance à l'égard d'un fils de Ngo.

Le ministre Digne Elvis Tsalissan Okombi a demandé aux ressortissants de Ngo de respecter l'autorité de l'Etat, tout en sachant que le président a gagné les élections et qu'il est par ailleurs du devoir des gestionnaires de l'Etat de jouer à l'apaisement. « *En élisant le chef de l'Etat dès le premier tour, les populations du Congo ont besoin de paix, de cohésion nationale et nous allons continuer dans cet élan tout en prônant les valeurs de dialogue* », a-t-il dit.

Jean Jacques Koubemba

PISCICULTURE

Henri Djombo entend changer la physionomie du centre de Dzoumouna

Le ministre d'Etat, ministre de l'Agriculture, de l'Elevage, de la Pêche et de l'Aquaculture, Henri Djombo, après avoir touché du doigt les problèmes qui freinent l'envol du Centre piscicole de Dzoumouna (23 km de Brazzaville), s'est engagé à l'issue de sa visite, le 14 juin, d'en redorer l'image.

« *Donnons-nous cette année pour qu'au début de 2017, nous ayons une station impeccable. Il vaut mieux répartir à zéro et s'assurer que dans les six mois à venir, nous changeons totalement la physionomie de notre projet* », a déclaré Henri Djombo, en réponse aux doléances du directeur du centre de développement des pêches et de l'aquaculture, André Bitomba.

En effet, pour bien fonctionner, cette station d'une superficie de 6 hectares comportant 44 étangs, a besoin, d'après son directeur, d'aliments de bétails, nécessaires pour le développement et la survie des poissons, de réparer les machines du centre de fabrication d'aliments, actuellement en panne. Un personnel qualifié puis des moyens roulants pour leur mobilité figurent parmi les besoins pressants, de même la clôture de tout le site pour stopper les vols des produits. Le canal qui ravitaille en eau tous les étangs est défectueux. « *Si l'on réhabilite cette station, elle pourra produire par an, 100 tonnes de poissons* », a-t-il indiqué.

Déterminé à apporter des solutions aux problèmes qui se posent, Henri Djombo a instruit ceux qui sont chargés du suivi de l'exécution du budget d'investissement de veiller à ce que, dès que le budget est voté, soient en-

gagées les dépenses en respectant les délais de procédures jusqu'à leur aboutissement. Henri Djombo a, par la même occasion, demandé aux travailleurs dudit centre de chercher aussi à s'autofinancer. « *Vendez les poissons, enregistrez les recettes, signalez au trésor public et utilisez-les pour votre fonctionnement* ».

Réagissant au manque de personnel qualifié, le ministre a recommandé que soit monté un plan de formation qui sera soumis au ministère de l'Enseignement Technique qui devra à son tour, intéresser les jeunes à ce secteur afin que le pays dispose dans le futur, des cadres formés dans ce domaine.



Une vue des étangs / crédit photo Adiac

Outre le Centre de Dzoumouna, la délégation du ministre s'est rendue au village Samba Alphonse, où évolue l'association Alpha 8, un centre piscicole privé disposant de 33 étangs. Opérationnel depuis plus de dix ans, ce centre a reçu récemment un appui financier d'environ 10 millions de FCFA, du Projet de développement agricole

et de réhabilitation des pistes rurales. Notons que ce centre, qui a une forte production, est mieux organisé et n'a pas les mêmes problèmes que Dzoumouna. A Kombé, le ministre d'Etat a visité le Centre de vulgarisation des techniques de l'élevage. Composé de deux entités dont l'une gérée par l'Etat et l'autre par les chinois, on y élève les porcs et les poules. Au Centre de démonstration des techniques agricoles, par contre, les cultures telles que le soja, le maïs, le riz et le Padi sont en train d'être développées. Signalons que c'est dans ce centre que le gouvernement met en œuvre son « projet banane » qui vise à distribuer des bou-

tures saines aux agriculteurs à travers le territoire national. « *Les structures publiques sont en sous productivité. Je me rends compte aussi que le privé fonctionne mieux, bien qu'ayant les mêmes problèmes de financement. Il faut y apporter une solution durable* », a conclu Henri Djombo.

Lopelle Mboussa Gassia

RELIGION

Le pasteur Serge Mboundou souhaite impliquer l'église dans la restauration du Congo

Un appel en ce sens a été lancé le 10 juin visant à vulgariser le message se rapportant à la révélation d'un chronogramme intitulé « Congo Nouveau » pour la période 2009-2016.

« Congo nouveau » est un ouvrage qui porte sur dix chapitres les uns aussi importants que les autres. Son auteu, le pasteur chercheur Serge Mboundou s'est appesanti au cours d'une conférence de presse sur le chapitre qui se rapporte à la révélation sabbatique. C'est devant un parterre de congolais : les fidèles de son église, chercheurs et journalistes que Serge Mboundou, a présenté son livre sous la thématique générale de « L'avènement du Congo nouveau » qui est selon lui une prophétie annoncée depuis longtemps. « N'est-ce pas que c'était la volonté de

Dieu que nous puissions entrer dans cette réalité », s'est-il interrogé. L'auteur a ainsi insisté sur cette thématique évocatrice qui est une coïncidence évidente entre l'histoire et la révélation. « Historique aujourd'hui, seulement les congolais n'ont pas été préparé ». Parce que d'après lui, « L'entrée dans le Congo nouveau comme tout le monde l'a constaté s'est fait avec des turpitudes ».

L'appel du pasteur chercheur vise entre autres l'église qu'il identifie dans son ouvrage comme étant la première brèche avant la justice. Ainsi parlant de la dimension du temps, Serge Mboundou déclare: « Nous sommes là dans les temps bibliques, l'ancien temps ». Serge Mboundou a insisté sur le fait que le Congo nouveau n'est pas simplement une invention politique. Il y a un fond prophétique qui sous-tend cette réalité historique, insistant sur ce qu'il appelle

le plan Néhémie pour la restauration du Congo. Cette première démarche encourageante, à laquelle est venue s'ajouter une deuxième liée à la journée du 10 juin dite de la réconciliation nationale, a fait dire au pasteur chercheur que, « dans la réconciliation il y a aussi une dimension mystique, c'est-à-dire que, la volonté politique seule ne peut pas résoudre un problème. Tout comme dans le corps humain il y a des choses que la volonté humaine ne peut pas appréhender. Il faut que le divin intervienne ».

Il revient à l'église, a-t-il indiqué d'avoir la maîtrise de la dimension mystique dans l'aspect réconciliation. Tant que cette dimension n'est pas maîtrisée il y aura un cycle de perpétuel recommencement, doù « la nécessité d'impliquer l'église pour réussir », a-t-il conclu.

Guillaume Ondzé

Le Congo et l'Afrique du sud échangent sur la gestion foncière

L'objectif visé par le diplomate sud-africain, Richard Baloyi, est de s'assurer que les projets qui existent déjà sont une réussite. Il l'a fait savoir le jeudi 9 juin, au terme d'un entretien qu'il a eu avec le ministre des Affaires foncières et du domaine public, Martin Parfait Aimé Coussoud Mavoungou. Richard Baloyi a assuré qu'il est venu réaffirmer l'engagement de l'Afrique du sud à travailler avec le Congo en promouvant le secteur du domaine public pour faire accepter quelques projets qui auront besoin d'être boostés. « Ce ne sont pas seulement des questions d'activités agricoles, mais aussi de la sécurité alimentaire que nous tentons d'examiner ensemble », a-t-il déclaré en substance. « Qu'on n'attende pas seulement ce qui nous vient de l'extérieur. Les terres existent. Ces jours nous serons avec eux pour discuter des propositions que nous aurons à faire ; celles de faire que les nationaux se joignent à eux dans ces projets », exprime avec espoir le ministre Martin Parfait Aimé Coussoud Mavoungou.

Guillaume Ondzé

Can Incesu réaffirme la poursuite de la coopération avec le Congo

Le diplomate turc et le ministre congolais des Affaires foncières et du domaine public, Martin Parfait Aimé Coussoud Mavoungou, se sont entretenus sur la coopération qui existait déjà depuis un certain temps entre les deux pays dans le domaine cadastral. Ils ont par ailleurs évoqué ensemble la nécessité de voyages techniques dans les deux sens. Le second volet de cet entretien avait trait à la formation et au recyclage des cadres notamment de l'appui que la Turquie va apporter au ministère des affaires foncières et du domaine public dans le cadre des efforts qu'il mène pour une meilleure réforme dans ce secteur. « Nous avions déjà une coopération qui existait depuis un certain temps, et qui, l'année dernière avec la visite du ministre précédent des Affaires foncières et du domaine public Pierre Mabiala, avait abouti à une visite en Turquie à l'occasion d'un sommet sur le cadastre », a déclaré l'ambassadeur Can Incesu à l'issue de l'entretien, soulignant qu'après les processus électoraux dans les deux pays, « nous devons avoir des visites techniques, travailler en accord de coopération dans ce domaine en tous sens ».

G.O.

INSERTION SOCIALE

Les opportunités d'embauche inculquées aux jeunes désœuvrés

Dans le cadre de l'insertion professionnelle, l'ONG Azur Développement a entamé, le 11 juin à Brazzaville, la formation d'orientation des dizaines de jeunes sur les opportunités d'embauche et d'entrepreneuriat à Mfilou, 7^e arrondissement de la capitale.

L'ONG apprend aux jeunes les procédures rédactionnelles d'une lettre de motivation, d'un curriculum vitae, ainsi qu'elle les forme à la préparation d'un entretien d'embauche. Durant quatre jours de formation, un total de deux cent cinquante jeunes, filles et garçons, sont ciblés par l'ONG. « Nous avons choisi ces thèmes pour offrir aux jeunes les chances d'emploi. L'enquête menée par l'ONG témoigne que les jeunes sont confrontés à la rédaction administrative. Nous avons souhaité d'abord les former pour les mettre en condition », a expliqué

Gwladys Koumbath, stagiaire animatrice du projet. Cette formation est financée par l'Union européenne (UE) dans le cadre du soutien des microprojets communaux et associatifs de Brazzaville (Micab II). Outre les notions rédactionnelles, ces jeunes désœuvrés vont aussi s'initier à l'éveil à l'entreprise. « Malgré notre bonne volonté, nous sommes confrontés à la réticence des jeunes garçons. Ils croient que nous leurs enseignons des pratiques politiciennes. Les jeunes filles sont surtout les moins intéressées pour des raisons non encore élucidées », a indiqué Charel Kinga, un autre assistant de ce projet. En revanche, l'initiative est louable selon l'apprenante, Yvette Cherina Ndoulou Nitou, âgée de 25 ans qui souhaite même sa pérennisation et son extension à d'autres localités du Congo, à forte concentration humaine.

Fortuné Ibara

Etude MAITRE ANGELIQUE DINAMONA
NOTAIRE

B.P: 4171 ; Téléphone (242) 05 563-72-26; 06 672-54-17

E-mail: etude.me.dinamona@gmail.com

Etude sise 148 bis, rue PANDZOU, Immeuble CONGO-TELECOM, 1^{er} étage
Marché Plateaux Centre-ville

INSERTION LEGALE

=====

Par acte en la forme sous seing privé les statuts de la Société LA NOUMBI OIL CORPORATION présentent les caractéristiques suivantes :

- Dénomination : LA NOUMBI OIL CORPORATION
- Forme de la Société : Société Anonyme avec Conseil d'Administration
- Capital : Francs Cfa dix millions
- Siège : avenue du Havre, base industrielle ; B.P : 32
- Objet social : La recherche, l'exploitation et la production d'hydrocarbures liquides ou gazeux ; - La réalisation de toutes études, travaux de toutes études, travaux, services liés directement ou indirectement à la recherche, l'exploitation et la production d'hydrocarbures liquides ou gazeux, etc.
- Durée : 99 années à compter de la date de l'immatriculation
- Immatriculation : Au Greffe du Tribunal Commerce de Pointe-Noire sous le numéro RCCM CG/PNR/10 B 1352
- Dépôt Procès-verbal : Au Greffe du Tribunal Commerce de Pointe-Noire sous le numéro 16 DA 392
- Administration : Monsieur Cassien MABONA est nommé Directeur Général de la Société

Modifications intervenues lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire actionnaires en date à Paris (France) du 30 décembre 2015 :

- ✓ Démission de Monsieur Jean-François de ses fonctions d'Administrateur et de Directeur Général ;
- ✓ Démission de la Société Anonyme MAUREL ET PROM, Société de droit français ;
- ✓ Désignation de Monsieur Cassien MABONA en qualité de Président Directeur Général.

Pour avis
Le Notaire
Maître Angélique DINAMONA

MINISTRE DE L'AGRICULTURE
DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

REPUBLIQUE DU CONGO
Unité - Travail - Progrès

PROJET DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET DE
REHABILITATION DES PISTES RURALES

UNITE DE COORDINATION DU PROJET

AVIS DE SOLLICITATION DE MANIFESTATION D'INTERET POUR LE RECRUTEMENT DE
CONSULTANTS INDIVIDUELS CHARGES DU CONTROLE ET SURVEILLANCE DES TRAVAUX
DE REHABILITATION DES PISTES RURALES DU PDARP

1. Le présent Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt, suit l'Avis général de passation de marchés du projet paru dans **Dg market No 145627 du 11 mars 2015**.
 2. Le Gouvernement de la République du Congo et l'Association internationale de développement IDA, Groupe Banque Mondiale, ont signé un accord de crédit, en vue de cofinancer le Projet de Développement Agricole et de Réhabilitation des Pistes Rurales (PDARP), et entend affecter une partie du produit crédit aux paiements des services de Consultants individuels, pour le contrôle et la surveillance des travaux d'aménagement de l'accès au site maraîcher de Nsongui, dans l'Arrondissement 8 Madibou, Brazzaville.
 3. Profil du Consultant :
- L'Unité de coordination du Projet (UCP) invite les candidats intéressés à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus, de donner les informations rendant compte de leurs qualifications et capacités techniques à réaliser lesdites prestations; ils doivent avoir le profil suivant :
- Avoir un diplôme (BAC + 2) au moins, en Génie-civil ou Travaux Publics (joindre une copie légalisée du ou des diplômes) ;
 - Avoir au moins deux (2) années d'expérience dans le contrôle des travaux de nature et de complexité comparable (joindre toute preuve justifiant votre expérience).
4. Sur cette base, les consultants individuels seront sélectionnés conformément aux Directives de la Banque « Sélection et Emploi des Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale de janvier 2011 ».
 5. Les intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et consulter les Termes de Référence détaillés, les jours ouvrables de 9H00 à 15H00 à l'Unité de Coordination du Projet du PDARP.
 6. Les manifestations d'intérêt doivent être adressées sous pli fermé ou en version électronique au plus tard le **jeudi 30 juin à 12 heures**, à l'adresse ci-dessous :

PROJET DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET DE REHABILITATION DES PISTES RURALES
(PDARP) UNITE DE COORDINATION DU PROJET, Boulevard Denis Sassou Nguesso Mpila,
Brazzaville, République du Congo, Tel : (242) 06 858 88 88/05 312 30 30 ; E-mail : pdarp_maep@yahoo.fr



Brazzaville, le 17 4 JUIN 2016

Le Coordonnateur,

Isidore Ondoki
Isidore ONDOKI

FORMATION
QUALIFIANTELa BM et
le Congo
évaluent
le PDCE

Dans le cadre du Projet d'appui au renforcement des compétences de l'employabilité, le ministre de l'Enseignement technique, de la formation qualifiante et de l'emploi, Antoine Nicéphore Fylla Saint-Eudes, et une délégation de la Banque mondiale (BM) conduite par son représentant au Congo, Djibrilla Issa, ont passé en revue, le 13 juin, les résultats atteints par ce projet ainsi que les contraintes rencontrées.

D'un montant de 22 millions de dollars, soit près de 11 milliards de FCFA, ce projet avait pour objectif de former environ 15 mille jeunes ayant un baccalauréat, pour qu'ils apprennent des métiers dans le cadre des micro-entreprises et, « le gouvernement souhaiterait passer à l'échelle supérieure, en visant 150 milles au moins que de concentrer les formations à Brazzaville et Pointe-Noire. Ensuite, il faudrait aussi l'étendre sur les autres villes et les autres départements de la République du Congo », a expliqué le représentant de la BM au Congo, Djibrilla Issa.

A l'occasion de cet entretien, Antoine Nicéphore Fylla Saint-Eudes, a fait part à son interlocuteur des orientations stratégiques du gouvernement qui voudrait que la formation professionnelle soit mise en harmonie avec les objectifs de développement du Congo en visant les secteurs d'emplois aujourd'hui et dans l'avenir. Le secteur de la santé avec les hôpitaux qui sont en construction et qui susciteraient des emplois et nombreux techniciens ; le secteur de l'agriculture, des mines, de l'hôtellerie, etc. Ce dernier jugeant les retombées de ce projet prometteuses, le ministre a souligné que tous ces secteurs devraient, selon lui, faire l'objet d'une étude spécifique pour connaître les besoins en formation professionnelle, auxquels le gouvernement devra faire face avec ses partenaires. Aussi a-t-il demandé à la BM d'appuyer le Congo dans le domaine de la réflexion, mais aussi pour fournir tout ce qu'il faut en matière de financement et d'assistance technique, « Accroître les compétences pour que ces emplois futurs soient occupés par des Congolais ».

Guillaume Ondzé

AVIATION

Air Afrique : Vincent Pena-Pitra visé par
une enquête judiciaire

Le ministre de la Justice, des droits humains et de la promotion des peuples autochtones, Pierre Mabiala a ordonné le 14 juin à Brazzaville, l'ouverture d'une information judiciaire au pénal contre le dernier président du syndicat liquidateur de l'ex Air Afrique au cours d'une concertation qu'il a eue avec les ex travailleurs de cette compagnie

Présentant leur calvaire devant le ministre, les ex travailleurs de cette compagnie regroupés au sein d'un comité de suivi, ont révélé que depuis le 21 février 2002, date de la liquidation d'Air Afrique, cinq syndicats liquidateurs se sont succédés sans qu'il y ait eu une seule passation de service. « *Aucun service, n'a fait une passation au syndic succédant. Pas même le dernier dirigé par Vincent Pena-Pitra qui est en train de gérer les affaires courantes* », a déclaré un des membres de ce comité. Dans son plaidoyer, ce même



Pierre Mabiala devant les ex travailleurs d'Air Afrique./crédit photo Adiac

comité, mis en place au lendemain de la liquidation de cette compagnie a d'abord rappelé au ministre que les travailleurs congolais d'Air Afrique étaient répartis à travers plusieurs pays dont ceux d'Abidjan et ceux du Congo Brazzaville et que l'avant dernier syndic, c'est-à-dire le quatrième, dirigé par maître Agathe Missamou avait réalisé des actifs et payé une petite partie aux travailleurs de Brazzaville.

Ainsi, sur les 12 milliards dévolus à ces ex travailleurs, l'Etat congolais qui s'était engagé à les payer s'est acquitté à ce jour de 4 milliards, auxquels se sont ajoutés 2 milliards dus à la vente de l'immeuble d'Air Afrique situé en face du palais de justice. Or il ressort qu'à ce jour, ces ex travailleurs n'ont bénéficié que de 1 milliard sur les 6 encaissés par l'actuel syndic liquidateur. Suite à cet état de faits, le ministre de la Justice,

des droits humains et de la promotion des peuples autochtones a donc ordonné au procureur général de la République d'ouvrir une information judiciaire à l'endroit du président de ce cinquième syndic, Vincent Pena Pitra, qui s'expliquera devant les juridictions en charge de ce dossier. Le sixième syndic sera, sur ordre du ministre, mis en place pour régler définitivement cette affaire.

Jean Jacques Koumba

◆ Deux braconniers
condamnés à payer
chacun 1.000.000
francs CFA

Le tribunal de Ouessou a condamné, le 09 juin, les braconniers Brel Mengba de nationalité congolaise et son homologue Julpon Sidouanne Simsiab, de nationalité camerounaise pour pratique de chasse avec une arme de guerre dans une zone interdite. Les deux vont purger vingt-quatre mois de prison ferme et payer la somme de 500.000 francs CFA pour amende et 500.000 francs CFA pour dommages et intérêts. Les deux prévenus reconnaissent les faits. Jugés en comparution immédiate le 8 juin dernier, ils avouent avoir chassé dans la zone de l'Espace Tridom Interzone Congo (ETIC). Ils ont été appréhendés par la patrouille de lutte anti braconnage du projet ETIC, notamment dans une forêt en allant vers le village Mazingo sur la route du Gabon, dans le district de Sembé, département de la Sangha, le 10 avril 2016. L'espace Tridom contient quelques-uns des sites naturels les plus vierges se trouvant dans le bassin du Congo, comme Odzala et les parcs nationaux Ntokou Pikounda. C'est un bastion de la biodiversité, avec des populations importantes d'éléphants de forêt, gorilles, chimpanzés, buffles etc.

Fortuné Ibara

FORCE PUBLIQUE

La gendarmerie nationale ouvre ses
portes au grand public

L'école de la gendarmerie nationale a entamé, le 14 juin à Brazzaville, les Journées portes ouvertes pour porter à la connaissance du public leurs motivations sur le réseau routier national et la place du Congo dans la sécurisation sous régionale.

Du 14 au 18 juin, les exposés et débats ont porté sur plusieurs thèmes dont les plus importants se rapportent, entre autres, à la police de la sécurité routière, à la démonstration sur la police de la sécurité routière et à la manœuvre de l'unité de police constituée.

A la faveur de ces journées, les délégués d'association des femmes juristes et ceux représentants les syndicats des transporteurs, les journalistes, les hommes d'église et autres personnes curieuses conviées peuvent visiter les locaux de la gendarmerie, échanger avec les gendarmes, en même temps qu'avec le groupement de sécurité routière et administrative ou encore assister à des conférences. L'exposé et la démonstration sur la sécurité routière a retenu plus l'attention des invités. Le colonel, Rodrigue Mouloungui, chef du groupement de la sécurité routière en a été l'orateur principal. Selon le conférencier, le groupement de la sécurité routière rend compte à sa hiérarchie de l'état de la route et fait chaque semaine, le

point sur les accidents survenus sur l'ensemble du réseau routier national.

En mai 2016 par exemple, les statistiques du groupement de la sécurité routière de la gendarmerie nationale indiquent qu'il y a eu 46 accidents, 18 morts et 40 blessés. La même source informe que les causes principales de ces accidents sont, entre autres, les excès de vitesse, la conduite en état d'ivresse et la défaillance mécanique. Ainsi donc, sur de longs trajets, les gendarmes recommandent aux conducteurs l'observation des heures de repos.

Le groupement de la sécurité routière de la gendarmerie nationale opère aussi avec l'éthylotest, un appareil de lutte contre l'alcool au volant. « *Le conducteur doit avoir 0,5g par litre d'alcool dans le sang selon le code congolais et au niveau de la Cémac, il lui faut 0,8g par litre d'alcool dans le sang. Mais dépassé ces taux, nous conseillons aux conducteurs de ne pas circuler et de prendre du repos* », a commenté Rodrigue Mouloungui.

Pas assez d'information à la base, les gendarmes congolais sont parfois qualifiés par les chauffeurs de raquetteurs ou d'escrocs. Ainsi donc, le cumul d'infractions mal interprété par les chauffeurs a également fait l'objet de plusieurs explications. « *Si une voiture à trois ou quatre infractions, c'est celle qui est la plus coûteuse qu'on paiera. Mais une fois payé, il y a obligation de dépanner sa voiture car le paiement d'une infraction ne libère pas le chauffeur de toute autre infraction* », reconnaît sous anonymat, un usager de la route.

L'initiative de ces journées portes ouvertes a été saluée par la Fédération syndicale des professionnels de transport du Congo (Fesyptc), un partenaire du groupement de la sécurité routière de la gendarmerie nationale.

Le coordonnateur du Fesyptc, Carel Cyrille Dzoundou, a déclaré : « *Nous avons mis au clair certains points. Nous en ferons une large vulgarisation à la base. Nous demandons à la gendarmerie de faire une large promotion du barème pour le paiement des infractions et cela va arrêter la surenchère* ».

F.I.



**FAIRE
VOYAGER
NOTRE
RIRE**

LAURYATHE
FONDATRICE ET DIRECTRICE
DU FESTIVAL DU RIRE TUSEO

#TALENTDUCONGO

BOUENZA

Près de 300 patients consultés par les équipes du programme de santé communautaire à Mouyondzi

La campagne de soins gratuits du programme de santé communautaire a été lancée dans le département de la Bouenza, le 13 juin, où la ville de Mouyondzi était à l'honneur. Pour cette première journée, 248 patients ont été reçus et consultés pour diverses affections.

Sur la place rouge de Mouyondzi prise d'assaut par les habitants, les forts taux d'affluence ont concerné la médecine générale et la pédiatrie, avec respectivement 90 et 51 patients. Par contre, la fréquentation est restée moyenne en gynécologie et en chirurgie tournant autour de 23 et 27 patients. Ce qui a fait dire au comité d'organisation que les objectifs fixés pour cette journée inaugurale ont été remplis, en dépit du fait que d'autres services comme la stomatologie avec 17 patients consultés, l'ORL et la chirurgie pédiatrique 11 et 10 consultés, n'ont pas atteint la moyenne des

consultations escomptées. Mais jusqu'en fin d'après-midi, les tentes érigées pour la circonstance grouillaient de monde.

Devant cet engouement populaire, la maire de la communauté urbaine de Mouyondzi, Anne Marie Claudine Kabala s'est estimée heureuse autant que les personnes traitées. Elle a déclaré que la population attendait ces soins quand bien même des rumeurs fantaisistes entendues la veille jouaient à la décourager. Ainsi, a-t-elle invité ses administrés à profiter librement des soins gratuits prodigués.

Alors qu'elle était très inquiète à son arrivée à la place rouge de Mouyondzi, Florence Makita en est sortie toute ravie : « Depuis hier, mon fils présentait des signes de fatigue et faisait de fortes fièvres. Le diagnostic posé par les médecins du programme a révélé qu'il souffrait du paludisme.



La phase des consultations

Grande a été ma joie parce que l'enfant sera sous traitement dès demain, après avoir gratuitement subi des examens cliniques », a-t-elle confié à la presse.

À l'instar de Florence, une autre maman du nom de Matondo a accompagné en urgence son enfant, un garçon de plus de 20 ans,

souffrant d'une rétention aigue d'urine. Elle débordait littéralement de joie quand les médecins ont apporté des soins à son fils. Toutes ces personnes ont salué le lancement de ce programme qui se poursuivra, courant le mois de juillet à Madingou, chef-lieu du département de la Bouenza.

Initié par le député de la circonscription électorale d'Oyo dans la Cuvette, Denis Cristel Sassou N'Guesso, le programme de santé communautaire mobilise depuis quatre éditions des spécialistes de santé au profit des populations vulnérables à travers tout le pays.

Les Dépêches de Brazzaville

SANTÉ DE LA REPRODUCTION

La Carmma sensibilise à la prise en charge des adolescents

L'ambassadrice de bonne volonté de la Campagne pour l'accélération de la réduction de la mortalité maternelle en Afrique (Carmma), Philomène Fouty Soungou, organise depuis plus d'une semaine des activités de sensibilisation à la prise en charge des mineurs et adolescents en vue de les prévenir et protéger des violences sexuelles, grossesses précoces, infections sexuellement transmissibles et VIH/sida



L'ambassadrice de la bonne volonté prononçant son mot de circonstance (crédit-adiac)

En effet, après sa descente dans les établissements scolaires publics, la Carmma organise du 14 au 16 juin, un atelier des acteurs publics, responsables des confessions religieuses et de la société civile sur la prévention, la protection des mineurs et adolescents affectés par différentes formes de violences, à la maison de bleue à Brazzaville.

Les travaux ont été ouverts, par le coordonnateur des activités à la direction générale de la population, Jean Felix Mampassi, en présence de la représentante du Fonds des Nations Unies pour la population au Congo (Fnuap), Barbara Laurenceau. L'objectif est de faciliter le dialogue entre les inspections scolaires, les circonscriptions d'action sociales et les districts sanitaires sur la prise en charge et l'accompagnement

des adolescentes et jeunes filles scolarisées, confrontées à des situations de grossesses et maternités précoces et pour des actions préventives dans les milieux scolaires.

Autres objectifs : faciliter le dialogue entre les associations des œuvres diaconales d'églises, communautés de quartiers avec les circonscriptions d'actions sociales et les districts sanitaires sur la prise en charge et l'accompagnement des adolescents et jeunes filles scolarisées, confrontées à des situations de grossesses et maternités précoces et pour des actions préventives dans le milieu scolaire ainsi que favoriser la participation des adolescents et jeunes à la mise en place d'initiatives scolaires et communautaires

en faveur de la lutte contre les grossesses.

Pendant trois jours, les communications porteront sur plusieurs thèmes différents. Parmi ceux-ci, figurent, la problématique de la santé de la reproduction dans la société congolaise, les grossesses précoces des adolescents et la mortalité maternelle, néonatale et infantile ainsi que les violences fondées sur le genre et leurs conséquences.

Peu avant le développement de ces différentes communications, les participants ont suivi la pièce de théâtre présentée par la troupe théâtrale de proximité dénommée « Savorgnan à l'écriture », sur la sexualité et la reproduction, la responsabilité des parents ainsi que le rôle

des éducateurs. En effet, le Dr Oyeré a donné la communication sur la problématique de la santé de la reproduction dans la société congolaise. L'orateur a circonscrit sa communication sur la définition de la santé de la reproduction, énuméré les différentes composantes de la santé et évoqué les différents problèmes de santé au Congo. Abordant la question du lien entre la santé de la reproduction et la société, le Dr. Oyeré a souligné les problèmes du taux élevé de mortalité maternelle, néonatale et infantile juvénile. Les jeunes, poursuit-il, sont sexuellement actifs d'où ils sont exposés aux infections sexuellement transmissibles. Outre ceux-ci, l'on note le refus des vaccins, de dépistage du VIH/

sida, du frottis cervico vaginal ; l'insuffisance d'action de communication dans les formations sanitaires et bien d'autres.

Au terme de ses propos, il a indiqué qu'en matière de santé de reproduction, beaucoup de défis restent encore à relever. Il a en outre prodigué des conseils aux femmes d'espacer les naissances de deux ans, d'éviter les grossesses avant dix-huit ans et après trente-cinq ans.

La représentante du Fnuap, Barbara Laurenceau a assuré la Carmma de son appui avant de déclarer : « une jeune fille informée est une jeune fille protégée parce qu'elle aura accès au service de santé. Les informations qu'elle reçoit l'amèneront à l'abstinence ».

Notons que Philomène Fouty Soungou a défini dans son mot de circonstances, la Carmma avant de rappeler que l'échange entre les acteurs publics, responsables des confessions religieuses et la société civile s'inscrit dans le cadre de l'échange et du partage des données scientifiques. Elle a émis le souhait à chaque acteur de devenir un ambassadeur de bonne volonté afin d'accompagner le gouvernement dans ses efforts d'amélioration de la santé des populations dans son milieu professionnel ou social.

Lydie Gisèle Oko

SANTÉ PUBLIQUE

Une campagne de vaccination contre le cancer du col de l'utérus au CHU de Brazzaville

Le but de cette campagne lancée le 13 juin au Centre hospitalier et universitaire (CHU) de Brazzaville est de réduire l'incidence du cancer du col de l'utérus qui occupe actuellement la deuxième place des cancers de la femme au Congo

Provoqué par le Virus du papillome humain, le cancer du col de l'utérus est un véritable problème de santé publique en République du Congo. Selon les revues du cancer de Brazzaville, il touche entre 18 et 22% de femmes. En effet, pour gérer ce cancer en amont, il y a trois étapes : la prévention, le dépistage et le traitement. Au regard de l'absence du service de radiothérapie au CHU, il est difficile de le gérer en amont. De plus, le coût du traitement est énorme. D'où la nécessité de procéder à des méthodes de prévention dont cette campagne de vaccination qui concerne les filles ayant l'âge variant entre 9 et 13 ans.

« Si l'on veut lutter contre le cancer du col de l'utérus, il faut qu'on le gère au niveau de la prévention, couplée au dépistage. La prévention passe essentiellement par la vaccination. C'est une nouvelle page que nous voulons inscrire pour la cancérologie au Congo : passer de la destruction aux résultats », a indiqué le chef



Séance de vaccination des enfants/credit photo Adiac

de service carcinologie et radiothérapie du CHU, le Prof Jean Bernard Nkoua-Mbon.

Selon lui, le but de cette campagne de vaccination est d'éradiquer, dans 20 à 30 ans, le cancer du col de l'utérus au Congo. Ce qui est, d'après lui, possible puisque cette maladie n'est plus un problème de santé publique en occident et aux Etats-Unis. « Nous sommes face à un réel problème de santé publique. Nous savons que le cancer du col de l'utérus peut être évité parce qu'il est induit par un virus. Or si vous vaccinez les enfants de 9 à 13 ans, donc qui sont vierges, lorsqu'elles auront des

rapports sexuels avec un partenaire infecté, il n'y aura pas de problème puisqu'il y a l'immunité qui existe », a-t-il poursuivi.

Cette campagne qui se poursuit jusqu'à la fin du mois, est organisée avec l'appui du Programme élargi de vaccination (PEV). La directrice générale du CHU de Brazzaville, Gisèle Marie Gabrielle Ambiero Alliandzi, qui a reçu récemment un don en médicaments destinés aux enfants malades du cancer de la part de la Fondation Calissa IKama, pense qu'il faut attaquer le mal avant qu'il ne s'installe et diminuer ainsi le nombre de cas de cancers déclarés. « Aujourd'hui, nous

lançons la vaccination contre le cancer du col de l'utérus pour les filles de 9 à 13 ans au Centre hospitalier et universitaire. Il s'agit pour nous de protéger nos filles, futures mères, du cancer du col de l'utérus. A travers la vaccination des jeunes filles, nous avons choisi de mettre l'accent sur la prévention », a-t-elle dit, précisant que ce problème de santé publique mérite une attention particulière de tous.

Le vaccin coûte actuellement 15 000 FCFA au CHU

Pour elle, cette activité devrait permettre de combattre le cancer du

col de l'utérus au travers de la vaccination permanente et pérenne. D'où la nécessité pour les pouvoirs publics d'intégrer ce vaccin dans le PEV afin d'éradiquer le mal. « Pour nous, il s'agit aujourd'hui d'un premier pas, ces séances de vaccination doivent et devront se pérenniser avec la collaboration de tous les partenaires et tous les agents », a conclu Gisèle Marie Gabrielle Ambiero Alliandzi.

Vendu à 88 000 FCFA dans les pharmacies au Congo, le vaccin contre le cancer du col de l'utérus est administré actuellement à 15 000 FCFA au CHU dans le cadre de cette campagne. Le but étant de permettre aux parents de faire vacciner leurs enfants contre cette maladie. La seconde dose interviendra six mois après la première : « Cette modique somme va nous permettre avec l'Unicef de commander d'autres vaccins pour continuer à vacciner nos fillettes. Nous voudrions que l'activité devienne pérenne, une offre de choix pour le service de cancérologie. A la limite, c'est un peu gratuit. Si on vaccine l'enfant aujourd'hui, la deuxième dose se fera dans six mois, ce qui fera 30 000 FCFA au lieu de 176 000 à la pharmacie, donc nous faisons gagner 146 000 FCFA aux familles », a rappelé le prof Jean Bernard Nkoua-Mbon.

Parfait Wilfried Douniama

ANNONCE TOTAL E&P CONGO

Concours d'entrée 2016 aux « classes Renforcées » du Lycée Victor

Pour la 7^e année consécutive, TOTAL E&P Congo en partenariat avec la Direction Départementale de l'Enseignement Primaire, Secondaire et de l'Alphabétisation et le Lycée Français Charlemagne, organise le concours des classes renforcées au Lycée Victor Augagneur. Soixante (60) élèves de nationalité congolaise seront sélectionnés par voie de concours (niveau troisième) pour constituer deux classes de seconde.

Ce dispositif d'excellence offre un double cursus dans les filières scientifiques : série C pour le programme congolais et série S pour le programme français.

Total E&P Congo prend en charge les frais d'inscriptions aux examens, les manuels scolaires et met à la disposition des élèves un cadre d'apprentissage exceptionnel (laboratoires de sciences physiques et de sciences naturelles équipés, calculatrices scientifiques, bibliothèque, salle informatique, etc.).

Le concours aura lieu à Pointe-Noire du 8 au 9 août à la suite d'une présélection sur dossier. Si tu as entre 13 et 16 ans, tu peux déposer ton dossier de candidature du 1^{er} juin au 11 juillet aux adresses suivantes :

- Dans les locaux de la Direction Départementale de l'Enseignement Primaire, Secondaire et de l'Alphabétisation de Pointe-Noire (en face de l'agence Eclair au centre ville) ;
- Au secrétariat du Lycée Victor Augagneur de Pointe-Noire ;
- A la représentation de Total E&P Congo de Brazzaville (Villa Paule, avenue Bayardelle, en mur mitoyen avec la Direction Technique de Airtel).

Ce dossier sera constitué de :

- Notes du BEPC blanc de l'année en cours organisé par la Direction Départementale ;
- Moyennes générales de l'année en cours ;
- Bulletins scolaires des classes de 4^e et de 3^e ;
- 1 Copie de l'acte de naissance ;
- 2 Photos d'identité (2)
- 1 Certificat de nationalité.

Bonne chance !



DDEPSA

TOTAL E&P CONGO

CHANGEMENTS CLIMATIQUES

La France ratifie l'Accord de Paris

La France vient de ratifier l'accord de Paris sur le climat adopté en décembre 2015 lors de la COP21. La ratification a lieu le 15 juin par le président français, François Hollande.

Ce texte jette les bases d'une maîtrise des émissions de GES à l'origine des dérèglements climatiques. Cent soixante-quatorze pays sur les 195 qui l'ont approuvé à Paris, ont signé l'accord historique lors d'une cérémonie en avril dernier à New York. La ministre de l'Environnement, Ségolène Royal, s'est réjouie de la décision de la France, « première puissance industrielle à ratifier l'accord de Paris ». Un bilan collectif a lieu tous les 5 ans pour faire le point sur les engagements des Etats. Le premier bilan est prévu en 2023. Les Etats devraient se rencontrer en 2018 pour évaluer leurs progrès. Mais l'accord n'aura son effectivité qu'après l'adoption du texte par l'Union européenne (UE). Les commissaires doivent valider cette semaine un projet de ratification, avant qu'il soit adopté par le Conseil des ministres et le Parlement européen.

L'Accord de Paris

L'accord de Paris a été adopté le 12 décembre 2015. Il marque un tournant dans le renforcement de l'action collective au niveau mondial et dans l'accélération du passage à une société à peu de carbone et résiliente aux changements climatiques, fixant l'objectif de réduction des émissions à long terme, visant le maintien de la hausse de la température mondiale en deçà de 2°C et poursuivre les efforts pour la limitation à 1,5°C.

Suite au succès de la COP21 à Paris, la Commission européenne a présenté, en mars 2016, une évaluation complète de l'accord de Paris pour encourager la modernisation de l'économie européenne ainsi que la création d'emplois et la croissance. L'accord entrera en vigueur dès sa ratification par 55 pays représentant au moins 55% des émissions mondiales.

Noël Ndong

EDUCATION

L'école «The American Daycare» désormais débaptisée «Nelson Mandela international school»

C'est au cours de la cérémonie de graduation de 35 apprenants pour la promotion 2015-2016 marquée par un spectacle artistique sur le thème « L'école et ses bienfaits » que cet établissement à vocation anglophone a été ainsi débaptisé, le 12 juin 2016 à Brazzaville.

La formation des futurs cadres passe avant tout par l'école. Ayant compris cela, l'école The American Daycare aujourd'hui débaptisée Nelson Mandela international school, ne cesse de donner le meilleur d'elle-même pour apporter un encadrement de qualité aux apprenants de tous âges.

Dans son adresse, le directeur de la désormais Nelson Mandela international school, Mike Muamba Ozion, a remercié les partenaires de l'école, qui ont accepté de les accompagner dans cette noble tâche, celle de former, d'enseigner, d'encadrer et d'accompagner notre jeunesse pour un avenir rayonnant, fructueux et glorieux. L'établissement, a-t-il insisté, est l'unique qui offre un enseignement en ligne et un cursus américain allant du kindergarten à la terminale ; donnant ainsi au Congo une partition à jouer dans le concert inévitable



Photos de famille des enfants gradués/crédit adiac

de la mondialisation dans le domaine des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Il a en outre remercié Claudia Haidara Yoka pour cette ingénieuse initiative de créer une école tournée vers la modernité, imposant à certains de ses enseignants une formation avec la Harvard graduate school of éducation et prônant l'importance d'une vision partagée par l'ensemble du personnel enseignant pour avancer vers le but ultime : for-

mer des futurs cadres tournés vers l'international.

Pour la promotrice de ladite école et présidente du conseil d'administration, Claudia Haidara Yoka, il n'y a pas d'âge pour apprendre, annonçant le début dès le mois de septembre d'un nouveau programme.

« Je suis honoré de porter à votre connaissance que le programme et la méthodologie appliqués dans notre établissement scolaire favorisent l'intégration des récipiendaires

au mode actuel de l'évolution scientifique. Le programme de la section maternelle, tel que conçu, prépare les enfants à intégrer facilement le programme d'enseignement américain que nous dispensons sous la supervision pédagogique de Forest Trail Academy, une école en ligne basée à Palm beach en Floride et qui bénéficie de plusieurs accréditations dont celle du département d'éducation de Floride. Ce système d'enseignement est

bien différent du système traditionnel et requiert une discipline de l'étudiant ».

Parlant de la débaptisation proprement dite, le directeur de l'école, Mike Muamba Ozion a souligné que The American Daycare a été débaptisée Nelson Mandela international school, parce que leur vision de l'éducation revêt un caractère de combativité par leur volonté d'implanter une nouvelle manière d'éduquer et le nom seul de Mandela est chargé de symboles sur le changement, la responsabilité, la témérité. La célèbre phrase de Nelson Mandela : « L'éducation est une arme puissante pour changer le monde », a fortement inspiré les responsables de l'école.

Rendue opérationnelle en février 2011, l'école anglophone dont les cycles vont de la maternelle au lycée, regorge des enfants originaires de plusieurs nationalités.

La cérémonie a été marquée par une expression artistique portant sur : les bienfaits de l'école, suivi du témoignage d'un parent d'élève, puis de la remise des bulletins. L'occasion était toute indiquée pour les invités de découvrir le nouveau logo de cette structure.

Bruno Okokana





SMARTPHONE HUAWEI Y221

- * Technologie 3G : Oui
- * Ecran : 3,5"
- * Dual SIM : Oui
- * Système : Android 4.4
- * Garantie : 1 an

47.500

FCFA HT



TABLETTE HUAWEI 3G T1

- * Ecran : 7 "
- * Epaisseur : 8,5 mm
- * Processeur : Quad core 1.2 Ghz
- * Mémoire RAM : 1GB
- * Mémoire : 8GB extensible
- * Caméras : avant et arrière
- * Système : Android 4.4 + Huawei Emotion UI 3.0

99.000

FCFA HT



4 Avenue FOCH - centre ville - Brazzaville Tel: 05 5777 888 - 06 669 60 60

Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Pointe-Noire - Tel: 04 453 53 53 - 05 605 60 56

Djason Philosophe The Winner, O Vencedor, el caliente et l'orchestre Super Nkolo-Mboka en spectacle tous les samedis à partir de 16h00 au Restau Bar «MASSALA», 25 bis rue Haoussa, rond point Poto-Poto.

SPECTACLE



Le groupe des Universités d'Etat de Russie - RACUS en association avec le Centre culturel russe à Brazzaville et le Consulat Honoraire de Russie à Pointe-Noire vous invitent aux

salons éducatifs «ETUDIER EN RUSSIE-2016»

les 17-18 juin
à Brazzaville de 9 à 14 heures



**Frais d'études et d'hébergement:
de 2500 à 3500
dollars américains par an**

Médecine générale (en français et en russe); Pharmacie (en français et en russe); Médecine dentaire (en français et en russe); Médecine vétérinaire (en anglais et en russe); Pétrole et gaz (en anglais et en russe); Agronomie (en anglais et en russe); Génie civil (en anglais et en russe); Génie mécanique (en anglais et en russe); Géologie; Génie des mines; Technologie des procédés de transport; Sciences économiques; Gestion; Architecture; Télécommunication; Informatique; Aviation; Construction navale et navigation maritime et plus de 500 filières médicales, techniques, économiques et humaines dans plus de 20 meilleures universités.

Adresse:
Centre culturel russe de Brazzaville,
Avenue Amilcar Cabral
(à côté de Casino, ex-Score)
Centre-ville, Brazzaville, B.P. : 2021
tél.: 22.281.19.22, port.: 06.664.62.95

les 17-18 juin
à Pointe-Noire de 9 à 14 heures

Adresse:
B.P. 5363 Pointe-Noire,
Avenue Moe Telli, Centre - ville,
Arr. 1 Lumumba (Rond - point Davum)
Tel: +242 055005560; 044806918

LES INSCRIPTIONS SONT OUVERTES!

WWW.EDURUSSIA.RU

**Vous venez de perdre un être cher
et vous souhaitez utiliser notre quotidien
pour le faire savoir à vos proches**



Une équipe de professionnels est à votre disposition

Tél: +242 05 532 0109

E-mail: regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr

84, bd Denis Sassou N'Gouesso Immeuble
les Manguiers (Mpila), Brazzaville



AVIS DE PERTE

Monsieur FARRAN ABBAS domicilié à la villa SOPROGI OCH Moun-gali, demande à toute personne de bonne volonté ayant retrouvé deux passeports ordinaires libanais : l'un expiré N° 1852535 et l'autre en cours de validité N° RL3229472, de bien vouloir les déposer à la Société BUROTOP IRIS, sise au n°4 Avenue Foch en face de la Mandarine. Une forte récompense lui est réservée.

AVIS DE VENTE

Nous vendons deux (02) terrains
Ville : Abidjan (Côte d'Ivoire)
Zone : Riviera Palmeraie (quartier résidentiel)
Superficie : 750 m² chacun
Prix : USD 171 le M²
Statut des terrains : Immatriculés
Phone : +225 078 185 45
Email : jabiko1@hotmail.com

IN MEMORIAM

6 Juin 2014 - 6 Juin 2016
Cela fait déjà 2 ans, jour pour jour, que Dieu a rappelé à lui notre épouse, mère et belle-fille, l'Inspectrice des Douanes Bertille Itsangui Otonguis «MâBert». En cette date mémorable Juste Atsa, les enfants Lange Emmanuel, Messie Nathan, et Mme Atsa Assoussare Monique, prient tous ceux qui l'ont connue d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire.

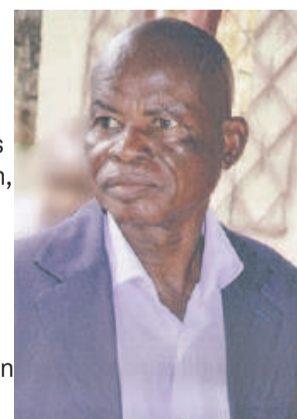


16 juin 2013-16 juin 2016
Voici déjà trois (3) ans qu'il a plu au Seigneur de rappeler à lui notre très chère fille et sœur Onanga Ndohomboha Rodelvie Josia. En ce jour de triste anniversaire, ses parents et ses frères Onanga Emery, Onanga Otero Anicet prient toutes celles et tous ceux qui l'ont connue d'avoir une pensée pieuse à son égard. A cet effet, une messe pour le repos de son âme sera dite en l'église Sainte-Marie de Ouenzé le jeudi 16 juin 2016 à 6h00. Que Dieu, le miséricordieux la fasse grâce et qu'il lui accorde paix et repos éternels.
« Rodelvie nous ne t'avons pas oubliée »



NÉCROLOGIE

Bernadette Ibara, Gabriel Ongandza, Parfait Nyanga et les enfants Itoua Natacha, Itoua Quentin, Itoua Bergena ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de Mr Itoua Jean alias le Watt-grand John, survenu à Brazzaville le 4 juin 2016, des suites d'une maladie. La veillée mortuaire se tient à Talangaï dans la rue Bouenza n° 189 (arrêt Mboualé). L'inhumation aura lieu ce mercredi 15 juin au cimetière privé Bouka.



Roger Séraphin Loupet agent des Dépêches de B/ville La famille Loupet, la veuve Morapenda née Bazenga Philomène, les familles Nanitelamio et Houla, les enfants Moboua ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de leur sœur, mère, tante et nièce Christine Nzonzeka, survenu à Abidjan (Côte-d'Ivoire) des suites d'une maladie. La veillée mortuaire se tient au N°28 bis de la rue Mbamou Moun-gali. La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.



FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Europe



Finlande, 13^e journée, 1^{re} division (jeudi 9 juin)

Invaincu depuis 4 matchs, le PS Kemi Kings de David Bitsindou, titulaire dans l'axe de la défense, s'incline chez la SJK de Solna (0-1) jeudi soir, pour le compte de la 13^e journée.

Finlande, 14^e journée, 1^{re} division (dimanche 12 juin)

Devant son public (2357 spectateurs), le PS Kemi renoue avec le succès dimanche soir. David Bitsindou, aligné en charnière centrale, a joué toute la rencontre. Avec 3 matchs de retard à jouer, le PS Kemi est 4^e avec 20 points.

Camille Delourme

CENTRE CULTUREL RUSSE

Le Racus lance la campagne d'inscription dans les universités russes

Pélude au salon spécialisé de formation « Etudier en Russie-2016 » qui aura lieu à Brazzaville et Pointe-Noire les 17 et 18 juin 2016, dans le but de donner plus d'informations sur le système éducatif de Russie, sur les universités de groupe RACUS et les filières qu'elles proposent, Roger Kanza, responsable du groupe Racus à Brazzaville, s'est livré le week-end dernier à la presse.

Après l'admission au baccalauréat arrive le temps de faire le choix de l'université pour les étudiants congolais. Cette étape est celle de la responsabilité pour chaque personne. Depuis plus de 25 ans le groupe des universités d'État

de Russie aide les bacheliers à faire le choix et à réaliser leur rêve, celui d'obtenir une formation supérieure prestigieuse. Cette structure a été créée pour aider les étudiants étrangers à poursuivre leurs études en Russie. Il s'agit entre autres d'organiser l'accueil aux aéroports, accompagner à l'université, héberger dans les foyers d'étudiants et effectuer le suivi pendant la période d'études dans les universités (jusqu'à 6 ans).

Un grand nombre de spécialisations pour le marché mondial de l'emploi



Des étudiants congolais en Russie

Le point essentiel qui démontre la qualité d'une formation est le fait que les études se font selon les standards et programmes éducatifs nationaux du ministère de l'Éducation et des sciences de Russie, le contrôle strict de la qualité de formation de la part des organes étatiques de surveillance dans le domaine de l'éducation est mis en service. En plus, les universités de Russie ont créé toutes les conditions pour l'accomplissement des recherches scientifiques. Il est à noter qu'en moyenne 80% du corps enseignant est titulaire du grade de professeur ou de docteur, l'une des indications du haut niveau dans l'organisation du processus didactique, de la haute qualité de la formation et de la préparation des étudiants dans un grand nombre de spécialisations.

Les frais moyens d'études dans les universités de Russie du groupe Racus pour une année universitaire sont de 2500 à 3500 dollars américains selon la filière, l'université, la ville et les langues d'études choisies (russe, français, anglais). Ces montants relativement faibles

sont complétés par des subventions du gouvernement de Russie dans l'enseignement supérieur, dont le montant moyen atteint 80%.

Ces subventions permettent d'octroyer non seulement 15 000 bourses (avec la compensation de 100% des frais d'études et d'hébergement), mais aussi bien 20 000 subventions pour les citoyens étrangers avec la compensation de 80% des frais d'études. Ainsi, pour un étudiant étranger il s'agit de régler seulement la différence d'un montant de 2500-3500 dollars américains des frais actuels complets d'études de 15 000 dollars américains environ.

Les responsables de Racus ont précisé qu'actuellement, la formation supérieure de Russie est reconnue dans le monde et les diplômes sont internationalement reconnus, avec possibilité d'équivalence dans 47 pays européens et autres états signataires de la Convention de Lisbonne sur la reconnaissance commune et de la déclaration de Bologne sur l'espace éducatif européen commun des études universitaires, pour la poursuite des études ou l'embauche dans ses pays.

Bruno Okokana

MIKHAEL'S HOTEL

SUIVEZ L' EURO 2016 SUR ECRAN GEANT

50% de réduction sur toutes les boissons alcoolisées

Menu spécial pour L'EURO 2016

Contact:
00242 06 4 66 66 21
00242 05 3 66 66 21
00242 06 4 66 66 17

EURO 2016 FRANCE

IN MEMORIAM

Colonel ONDZIEL BANGUI Henri Silvère
15 Juin 2009 - 15 Juin 2016

Il y a 7 ans aujourd'hui que l'ÉTERNEL t'a rappelé à LUI, te soustrayant ainsi à nos yeux de chair.

Que Son Esprit de Lumière éclaire ton âme pour l'éternité

« Le Seigneur est ma Lumière et mon Salut. De qui aurais-je crainte ? » (Psaume 27)

Que Dieu vous bénisse ! Maître Julienne ONDZIEL GNELENGA

DÉCRISPATION DE LA SITUATION POLITIQUE

Crispin N'landa appelle les Congolais à dialoguer

Pour le président du Conseil de l'apostolat des laïcs catholiques au Congo (CALCC), c'est à ce forum que doivent être données toutes les explications de ce processus « afin qu'en âme et conscience, officiellement, les leaders de la Nation se prononcent pour ou contre, oui ou non, la Nation congolaise qu'ils représentent, accepte-t-elle de prendre le chemin que le Seigneur lui montre et donc, de le servir ».

Dans un appel lancé au peuple croyant et à tous les Chrétiens, en particulier, le Président du Conseil de l'apostolat des laïcs catholiques au Congo (CALCC), Crispin N'landa, les a exhortés à « intensifier les prières pour que s'ouvre la voie du dialogue ». « Les brebis du Seigneur qui écoutent sa voix, savent de quoi il s'agit », a-t-il souligné.

Parlant de cette impasse dans laquelle se trouve la RDC, le président du CALCC a noté qu'en l'espace de 25 ans, la Nation congolaise est confrontée à ce problème pour la deuxième fois. La première, a-t-il dit, c'était sous Mobutu. « Nous n'avions pas pu résoudre ce problème à l'amiable. Conséquence, le pays



Le président du CALCC, Crispin N'landa

a sombré dans la guerre qui continue à faire tant de ravages. Aujourd'hui, nous sommes face au même problème : un chef d'Etat en fin de mandat qui, de toute évidence est engagé à demeurer au pouvoir au-delà de ce que prescrit la loi fondamentale du pays », a-t-il relevé, justifiant le bien-fondé d'un dialogue sincère. Pour le président du CALCC, en effet, c'est à ce forum

que doivent être données toutes les explications de ce processus afin qu'en âme et conscience, officiellement, les leaders de la Nation se prononcent pour ou contre, oui ou non, la Nation congolaise qu'ils représentent, accepte-t-elle de prendre le chemin que le Seigneur lui montre et donc, de le servir. A l'en croire, cela a été le but toujours non atteint de tous les rassemblements des leaders de la Nation qui jalonnent l'histoire de la RDC depuis l'indépendance. Expliquant les ratés, Crispin N'landa dit : « Nous étions sur le point de l'atteindre en 1992 à la Conférence nationale sou-

veraine, lorsque Mgr le président de la CNS appelait la classe politique au pardon et à la réconciliation. Mais les forces du mal avaient pris de l'ascendance et le pays a sombré dans la violence ».

Le Congo ne tombera pas dans la violence

Le président du CALCC a, de ce fait, appelé les leaders de l'opposition congolaise mais aussi ceux qui, à la majorité, œuvrent secrè-

tement pour empêcher la tenue du forum attendu au pays, à ouvrir la voie pour le dialogue. « *N'endurcissez pas vos cœurs... Ne permettons pas aujourd'hui que ces forces nous dominent pour une seconde fois. Levons-nous. Mobilisons-nous. Le Congo ne tombera pas dans la violence. Le Seigneur nous vient en aide pour résoudre le problème à l'amiable. Le président de la République ne violera pas la Constitution. Il n'ira pas au-delà de son mandat. Dieu pourvoira* », a-t-il rassuré, appelant également le Seigneur à répandre son Esprit sur la nation congolaise, ainsi que sur ses leaders religieux et politiques.

Mais, selon Crispin N'landa, la voie que le Seigneur Dieu indique pour sortir de la crise qui frappe le pays depuis un bon bout de temps est celle de la repentance, du pardon pour la justice et la réconciliation. C'est maintenant, a-t-il dit, notre Pâques. Le moment est tellement précieux pour cette nation, pour l'Afrique et l'humanité entière que le Seigneur lui-même vienne à notre secours de manière claire, nette et précise pour nous aider à nous en sortir pratiquement comme il le fit en Egypte avec les enfants d'Israël. Pour le président

du CALCC, la solution n'est pas dans la conquête ou l'exercice du pouvoir par la tricherie, ni dans l'affrontement populaire ni encore moins dans l'accumulation des armes pour faire peur ou massacrer la population. « *Tous ces schémas et tactiques nous éloignent de la solution* », a-t-il prévenu.

Sortir le pays du cercle infernal

Pour Crispin N'landa, une chose est certaine : si les Congolais n'arrivent pas à résoudre ce problème de succession pacifique au sommet de l'Etat, le pays ne sortira pas du cercle infernal de la guerre dans lequel il est enfermé. Ceci aura comme conséquence, l'impossibilité pour eux d'œuvrer paisiblement et sérieusement au développement de la Nation qui doit assumer le leadership du continent africain et de l'humanité. C'est donc pour sortir le pays de ce cercle infernal dans lequel il se trouve depuis plusieurs décennies que le président du CALCC a apostrophé tous les Congolais, mais particulièrement les Chrétiens, pour des prières intensives en vue d'ouvrir la voie du dialogue sincère.

Lucien Dianzenza

OPPOSITION

Freddy Matungulu soutient les recommandations du Conclave de Bruxelles

Freddy Matungulu Mbuyamu Ilankir qui a suivi de très près les péripéties ayant caractérisé le Conclave de l'opposition et de la société civile tenu à Bruxelles du 8 au 9 juin, soutient les recommandations qui en sont issues. Il l'a du reste fait savoir dans un communiqué de presse publié le 10 juin. Il s'est en effet déclaré honoré par le fait que les discussions de la capitale belge aient abouti à la définition d'un cadre de concertation et de dialogue en vue de la sortie de crise conformément à la Constitution.



Freddy Matungulu

Le leader de « Congo na biso » rend, de ce fait, une fière chandelle au président de l'UDPS et initiateur du Conclave, Etienne Tshisekedi, mais aussi, à ses compatriotes de l'opposition et plus particulièrement à ses collègues de la Dynamique. « *Notre pays ne peut se permettre de demeurer le théâtre de perpétuels recommencements institutionnels qui en obscurcissent les perspectives politiques et empêchent la relance des investissements de longue durée, socle de la croissance inclusive qui permettra à la population congolaise de commencer, enfin, à bénéficier du fruit de ses immenses richesses naturelles* », note-t-il.

Alain Diasso

Le fait que ce qu'il qualifie de « nouveau dialogue du peuple » ait eu comme fondement essentiel la reconnaissance de la fin de mandat présidentiel d'ici le 19 décembre 2016 le réjouit plus particulièrement. Se félicitant de cette approche tendant à exclure toute possibilité du « glissement » par des voies obscures et anticonstitutionnelles, Freddy Matungulu invite par ailleurs la population congolaise ainsi que les partenaires extérieurs de la RDC à apporter un soutien actif à ce nouveau cadre de concertation dont la finalité sera de doter la Nation d'une feuille de route susceptible de conduire véritablement à l'alternance démocratique.

PARLEMENT

Shadari, Mbindule et Mokonda champions de la session de mars

Le palmarès publié, le mardi 14 juin, par le sondage Les Points, met en vedette quelques sénateurs et députés de la majorité et de l'opposition.

Au terme de trois mois d'intenses travaux, la session de mars 2016 s'est finalement montrée favorable au sénateur Mokonda Bonza, aux députés Ramazani Shadari et Mbindule. Ils sont considérés comme les trois personnalités les plus marquantes du Parlement. C'est ce qui découle d'un récent sondage Les Points consacré à l'opinion des députés et sénateurs dans la ville de Kinshasa pendant la session parlementaire de mars. Globalement, la session de mars a profité à trois sénateurs de l'opposition. Il s'agit notamment de: Florentin Mokonda Bonza, grand gagnant du débat découlant de la question orale adressée au Premier ministre avec 62% ; Jacques Ndjoli (54%), pour son appel au retrait par le gouvernement de l'ordonnance créant le Grand Inga et Moïse Nyarugabo (52%).

Les députés nationaux

Au classement des députés ayant marqué la session parlementaire de mars 2016, l'on retrouve en première position le PPRD Ramazani Shadari avec 66% d'opinions favorables suite à la bonne gestion de son groupe parlementaire. Véritable meneur d'hommes, il gagne sa place dans l'opinion grâce à la marche de santé qu'il a instaurée chaque dimanche à Kinshasa, pratique qui le propulse au premier rang des députés les plus en vue, même sans aucune intervention au Parlement.

Floribert Mbatshi Batshia, l'homme qui a essuyé des attaques de la presse proche du Premier ministre, revient dans l'opinion après une longue ab-

sence sur la scène politique. Pour les sondés, son intervention lors de la session de mars dernier a relevé les problèmes fondamentaux du secteur social en RDC. Placé à la deuxième marche, il réalise 61% d'opinions favorables.

Henri Thomas Lokondo

Présent à tous les rendez-vous parlementaires, Henri Thomas Lokondo n'a pas échappé à l'évaluation de la population qui a du mal à le localiser politiquement. « Majorité ou opposition », s'interrogent certains sondés ? Qu'à cela ne tienne, il défend pour le mieux leurs intérêts et cela leur convient. Il totalise 58% d'opinions favorables. Pour son premier mandat à l'hémicycle, Clément Nzau a fait ses preuves en abordant la question de l'impact de la croissance économique dans l'arrière-pays. Il arrive à la troisième place et réalise 53% d'opinions favorables. Quant à l'opposition, elle a été valablement représentée par le député Mbindule, qui a eu le mérite d'installer le doute autour de la primature. Il totalise 65 % de cotes favorables et se pointe à la tête de la liste des députés de l'opposition ayant marqué la session parlementaire de mars 2016.

La liste est complétée par le député Clément Kanku, qui, comme son collègue de la Majorité présidentielle, Ramazani Shadari, a glané une cote supplémentaire en dehors de l'hémicycle. Sa campagne dite « Pelisa Mwinda » lui a été favorable dans l'opinion. Il est classé deuxième avec 57%, suivi de Baudouin Mayo (55%), Moyindo Nzangi (53%) et Ekombe Mpetshi 51%.

Les matières

Des matières ayant attiré l'attention de l'opinion au Sénat, le sondeur re-

lève premièrement la question orale avec débat adressée au Premier ministre sur la politique économique de la Nation et la gestion des ressources humaines. Ensuite, précise-t-il, les sondés ont suivi avec intérêt l'adoption de la loi interdisant aux couples homosexuels d'adopter les enfants, la question orale adressée au ministre de l'Energie et des Ressources hydrauliques.

A l'Assemblée nationale, les Kinois ont accordé une attention à la question orale avec débat du député Mbindule sur l'évaluation de l'exécution du programme du gouvernement Matata. Les autres sujets ayant intéressé les sondés sont: le projet de loi des finances rectificatif du Premier ministre, l'interpellation du ministre de la Défense et de l'Intérieur, en rapport avec la situation sécuritaire de l'Est et le projet de loi sur l'enrôlement des électeurs.

Par ailleurs, d'autres matières ont également été suivies à la Chambre basse du Parlement, à savoir : la question écrite adressée au ministre des PT-NTIC sur la hausse du tarif de l'Internet, la question orale avec débat au ministre des Affaires étrangères suite à l'assassinat d'un professeur congolais en Inde, la question orale avec débat du député Jean Lucien Bussa à l'endroit du Gouverneur de la Banque Centrale du Congo, par rapport à la situation de la Banque Internationale pour l'Afrique au Congo. L'autorisation accordée pour l'instruction d'une affaire judiciaire visant trois députés de l'opposition pour faux et usage de faux, le projet de loi portant création, fonctionnement de l'ordre des infirmiers en RDC clôture la liste des matières ayant marqué cette session.

Jeannot Kayuba

CINEF

Kadi Jolie invitée d'honneur de la troisième édition

Alors que le Festival du cinéma féminin se profile à l'horizon, l'Association des femmes cinéastes congolaises (Afcc) se réjouit de la présence désormais garantie de son hôte de marque dont l'arrivée à Kinshasa est prévue le 20 juin, soit quarante-huit heures après l'ouverture.

« Cette année, on n'y est pris à temps. Aminata Diallo Glez, alias Kadi Jolie, l'invitée d'honneur du festival a confirmé sa venue », a dit d'emblée Clarisse Muvuba. Les Dépêches de Brazzaville tiennent aussi de la coordonatrice du Festival Cinéma au féminin (Cinef) qu'au-delà de sa notoriété censée contribuer à l'aura de la manifestation, l'actrice et productrice burkinabè entend également faire profiter son expertise à la manifestation. Et donc, à la différence de la star nigériane Omotola Jalade, invitée d'honneur l'an dernier, elle y animera donc un atelier de production à l'intention des jeunes cinéastes. « Nous savons tous que le Burkina Faso a une longueur d'avance sur nous en matière de cinéma. Du reste, la plupart de mes amies burkinabès sont productrices alors qu'ici

en RDC, c'est rare d'en trouver. Il y en a très peu. Elle va venir partager son expérience avec les producteurs et productrices et ceux qui aspirent à le devenir », nous a-t-elle affirmée.

Kady Jolie n'est pas la seule invitée à qui l'AFCC réserve un accueil privilégié. En effet, l'hôte de marque sera précédée par Hervé Gouene, alias Ismaël qui sera déjà de la partie à dater du 16 juin. Sa venue tient à l'une des spécificités que la présente édition du Cinef. Clarisse anticipe à ce sujet soulignant dès lors : « À ceux qui se posent la question de savoir, pourquoi nous avons fait appel à lui alors que c'est un homme, la raison est simple. La troisième édition a pour thème "Les séries télévisées et la famille" et Hervé Gouene est entré dans toutes les familles de Kinshasa à travers la série L'As du lycée où il campait le rôle d'Ismaël, le principal acteur; c'est pour cela que notre choix s'est porté sur lui ».

À la réalisatrice de poursuivre : « En septembre, nous avons initié un projet nommé "Jeune ciné", il consistait à former les jeunes de 8 à 14 ans au métier de scénariste et acteur. Convaincus



L'affiche de Cinef 2016

que les enfants sont plein d'imagination et ont de belles idées, nous avons pensé les exploiter afin de les encadrer quitte à façonner certaines carrières dès le bas-âge. Créer une sorte de pépinière où l'on pourrait dénicher des talents Et, pour nous Hervé constitue un bel exemple qui devrait inspirer plus d'un, savoir que déjà enfant, il était acteur, il a grandi depuis et continue d'exercer ce métier. Cela devrait susciter; on le souhaite vivement, dans le chef des enfants kinois l'envie de se lancer dans cette carrière dans le jeune âge ».

Par ailleurs, Clarisse a parlé d'une troisième invitée, en l'occurrence la journaliste-réalisatrice congolaise Wendy Bashi mais a aussi souligné que pour sa prochaine édition, le parrainage du Cinef sera assuré par un artiste de renom. Elle a indiqué à cet effet que la chanteuse Barbara Kanam s'est engagée à soutenir le festival en tant que marraine. La diva congolaise, nous apprend-elle, se montre très intéressée par l'univers du cinéma. Parrainer le Cinef serait donc déjà une sorte d'approche significative dans le milieu.

Nioni Masela

RECETTES PUBLIQUES

Plus de deux milliards de FC supplémentaires d'ici à 2018

Selon les projections du ministère du Plan et révolution de la modernité, les recettes fiscales qui représentent près de 87 % des ressources totales entre 2015 et 2018, devraient passer de 4 160 à 6 180 milliards de francs congolais au cours de la même période. L'on attribue cette belle remontée à la bonne tenue attendue des recettes provenant de la Direction générale de douane et assises (DGDA) et de la Direction générale des impôts (DGI).

Pour bien imprimer cette tournure, le ministère du Plan a mis à la disposition du public un guide de cadrage macroéconomique qui permet désormais de projeter une orientation budgétaire pour la période 2015 - 2018 devant situer la lignée d'un ancrage fiscal. L'idée est d'arriver ainsi à contenir les anticipations inflationnistes. Selon les estimations fournies à l'ACP, les recettes totales devront passer de 4 813 milliards de CDF à 7 128 milliards entre 2015 et 2018 pour représenter une moyenne annuelle de 13 % du PIB sur cette période. Autres informations, l'on sait que les régies financières, particulièrement la DGDA et la DGI, seraient responsables de cette hausse qui représenterait en moyenne, respectivement, 5,5 % et 6,3% du PIB sur la période sous étude.

L.E.

ENQUÊTES

Utexafrica, Cilu, Sotexki, ... : l'industrie congolaise au plus mal

En mai 2016, la Cimenterie de Lukala (Cilu) annonçait l'arrêt de la production du ciment gris en raison d'une impitoyable concurrence angolaise qui l'a contrainte d'ailleurs à fonctionner en-deçà de 50 % de sa capacité installée. Actuellement, Kinshasa et le Kongo central sont tributaires du ciment et même des produits alimentaires en provenance d'Angola. Des années plus tôt, c'était l'industrie textile congolaise qui souffrait face à l'avancée de la Chine et de l'Inde. Selon les tout derniers chiffres disponibles, les industries locales tournent autour de 37 % de leurs capacités installées et créent environ 5 % d'emplois en RDC, contre 71 % pour le secteur primaire, 15 % pour le commerce et 9 % pour les services (Rapport INS 2015).

Depuis 2007, la RDC ne fabrique plus de wax. C'est la conséquence, entre autres, de la fermeture progressive de ses unités industrielles qui ont contribué jadis à la compétitivité du pays dans ce secteur dans les années 1970 et 1990. Mais les 7 usines textiles, en l'occurrence Utexafrica, CPA, Solbena, Sotexki, Syntexki, Fitiat et Novatex, ont quasiment disparu et sont en voie de l'être. Les 3 usines à résister à la vague déferlante étaient: l'Utexafrica (Kinshasa); la Sotexki (Kisangani) et la Syntexki (Lubumbashi). Actuellement, seule la Sotexki, une des grandes industries de la région, continue d'enregistrer des commandes régulières des gouvernements de certains pays voisins comme l'Angola, le Congo-Brazzaville et le Zimbabwe. Aussi, la production du textile a-t-elle baissé de 83 % entre 1990 et 1996. Toutes les initiatives locales pour relancer l'industrie textile congolaise n'ont pas apporté des résultats probants. Au-delà, l'on déplore également

la triste situation de la culture du coton, avec une production estimée à moins de 10 000 T contre 800 000 T pour le Burkina Faso.

La situation de la Cilu suscite également des réactions diverses. Créée en 1921, l'ancienne Société des ciments du Congo devenue plus tard « Cilu » traverse une situation très difficile et, sans doute, similaire à la tristement célèbre Utexafrica aujourd'hui disparue. La crise qui frappe le secteur de la cimenterie ne peut qu'étonner avec l'explosion des chantiers à travers les principales villes du pays. Les besoins locaux en ciment ont dépassé 1,5 million T par jour. La Cilu n'arrive qu'à couvrir moins du tiers. Si les importations sont indispensables, au moins à ce stade, elles doivent être mieux encadrées pour éviter de tuer la production locale. En effet, le ciment importé d'Angola inonde le marché local, et annihile tout l'effort de relance de la production de la Cilu conduite lentement mais sûrement vers la faillite. En plus d'être vendu à des prix très bas, le ciment angolais est de bonne qualité. Pour nombre d'experts, en plus d'un investissement obligatoire du gouvernement pour baisser les coûts de fabrication et augmenter la production de la Cilu et d'autres cimenteries actives dans le pays, les autorités congolaises ne doivent pas hésiter à mettre en œuvre une politique protectionniste. Déjà, l'on apprend que le gouvernement a décidé d'une exonération des taxes pour la Cilu. « Un pas dans la bonne direction », a confié un expert à la rédaction, mais « il est indispensable d'aller plus loin pour sauver l'industrie du ciment », a-t-il poursuivi.

Investir d'urgence
Dotée de la capacité d'influencer tous les autres secteurs de l'économie et de créer

le plus d'emplois, l'industrie congolaise est bien en péril. Mais 2016 s'annonce une année d'opportunités pour les entreprises tant locales qu'africaines. En effet, a fait remarquer l'expert, il y a la constitution progressive d'une classe moyenne africaine plutôt solide. Les dépenses de consommation de cette catégorie socio-économique vont continuer à s'accroître. Dans l'ensemble, l'Afrique devrait représenter 3 % de la consommation mondiale d'ici à 2030, avec des projections de dépenses de consommation estimées à 2 200 milliards de dollars US contre 680 milliards en 2008. Dès lors, il faut une bonne évaluation des nouvelles attentes des consommateurs, une adaptation de l'offre et une lutte effrénée contre tous les maux qui rongent l'industrie locale. Les autorités du pays doivent s'adonner à ce petit exercice de réadaptation pour occuper un meilleur positionnement dans la région.

Le grand défi est d'arriver à enrayer le vent de désindustrialisation qui a commencé à souffler de manière destabilisante depuis les pillages des années 1990. Au-delà, il y a aussi le manque d'incitation et d'accompagnement financier. Cette désindustrialisation a eu pour conséquence de faire passer le nombre d'industries de 1800 à seulement une centaine entre 1960 et aujourd'hui. Dans les milieux des affaires, l'on insiste sur l'urgence de renforcer les centres de compétitivité dans les secteurs clés comme la pharmacie, l'agroalimentaire, les plastiques, les équipements industriels, l'industrie de matériaux et de construction (ciment, bitume, métallurgie). Il faut arriver à consolider le label « made in Congo ». D'où l'intérêt de faire de la révolution industrielle une priorité nationale.

Laurent Essolomwa

TÉLÉPHONIE MOBILE

La série G de Huawei distribuée en Afrique

Huawei Consumer Business Group a annoncé, le 14 juin 2016 dans un communiqué de presse, l'arrivée en Afrique de son produit, les téléphones Huawei GR5 et GR3.

Emballée dans un corps métallique attrayant avec des spécifications impressionnantes, la série G est une gamme d'appareils adaptés aux jeunes pour offrir une expérience intelligente, reliant la bonne personne à l'appareil qui lui convient le mieux. La série G de Huawei a devancé les smartphones dans sa gamme avec la mise sur le marché du GR5 et GR3. C'est un Huawei avec ses caméras de classe mondiale auxquelles ses utilisateurs sont désormais habitués. Le capteur de lumière intelligente détecte les changements à la lumière tandis que l'affichage Énergique apical crée automatiquement un ajustement dynamique. En plus des fonctionnalités impeccables de son appareil photo, le GR5 est également équipé de capacités d'identification d'empreintes digitales puissantes le rendant un smartphone très humain, avec une amélioration de l'utilisation grâce à une meilleure compréhension des besoins communs de l'utilisateur du Smartphone et de ses difficultés. Le Huawei GR5 a l'avantage d'être le dispositif le plus abordable avec la nouvelle technologie phare d'identification d'empreintes digitales de deuxième génération, mise à la portée du consommateur moyen. « Cette toute nouvelle génération de la technologie d'identification par empreintes digitales a grandement amélioré le taux de

reconnaissance des empreintes digitales de la première génération, la rendant ainsi plus intelligente, plus sûre et plus rapide. Grâce à l'empreinte digitale, le panneau de notification peut être facilement tiré vers le bas pour une utilisation pratique », explique Peter Hu, directeur général de l'Afrique australe et de l'Est, Huawei Consumer Business Group.

Le Huawei GR5 dispose par ailleurs d'une batterie 3000mAh puissante avec une période de charge réduite. En plus du GR5, le Huawei GR3 est une mise à niveau de son premier smartphone dans le monde du métal, avec un corps en aluminium mince. « Le Huawei GR3 répond à la demande de la génération moderne pour chaque moment aussi actif qu'il soit. Le GR3 est enfermé dans un cadre élégant, incrusté dans un corps unique en alliage d'aluminium, avec un procédé céramique-sablage, ce qui rend le Huawei GR3 une véritable œuvre d'art de la mode », conclut Peter Hu. Marque reconnue et appréciée dans le monde, Huawei travaille avec le footballeur argentin Lionel Messi du FC Barcelone comme ambassadeur du téléphone Mate 8 de Huawei. Société privée fondée en 1978, entièrement détenue par ses employés et actuellement l'un des trois géants mondiaux de la téléphonie mobile, Huawei donne des solutions dans le domaine des Nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), avec la vision d'enrichir la vie à travers la communication. Avec cent cinquante mille employés dans le monde, Huawei est présent dans plus de cent soixante-dix pays où sont déployés ses solutions NTIC, produits et services innovants.

Martin Engimo



KL Huawei GR sera incessamment distribué sur le continent africain

TOUR CYCLISTE INTERNATIONAL DE LA RDC

Le Néerlandais Van Der Pijl vainqueur de la quatrième édition

Le coureur venu des Pays-Bas, Van Der Pijl Niels a pris sur ses épaules le maillot jaune à partir de la deuxième étape jusqu'à la fin de la quatrième édition du Tour cycliste international de la RDC. Premier congolais, Dukwa Bumba Fiston a été le 13e coureur sur la ligne d'arrivée à Kinshasa.

Le coureur néerlandais Van Der Pijl Niels a remporté, le dimanche 12 juin 2016 sur le boulevard Triomphal (l'arrivée) à Kinshasa, la quatrième édition du Tour cycliste international de la République Démocratique du Congo, succédant à l'Angolais Igor Silva, vainqueur de l'édition précédente en 2015. C'était en présence du ministre des Sports, Denis Kambayi et d'autres autorités du pays. Il a gagné son pari en couvrant les six étapes de 425 km de moyenne du Tour en 10h18'25", avec une moyenne horaire de 41,234 km. Van Der Pijl Niels s'est approprié le maillot jaune à partir de la deuxième étape du Tour entre Kimpese et Kisantu dans la province du Kongo Central.

Son compatriote Van Eerd David (vainqueur de la cinquième étape) a terminé deuxième, devant le Belge Roelandts Ruderger (vainqueur de la troisième étape



Les coureurs arpentent la hauteur au Tour cycliste international de la RDC

Kisantu-Kinshasa à Mitendi 90 km). L'Angolais Dario Antonio, l'Allemand Schermann Peter et le Hollandais Van Der Pijl ont chacun reçu les maillots respectifs de meilleur Africain, de combativité et de montagne. Fiston Dukwa Bumba, premier coureur Rd-Congolais, a fini à la 13e position en 10h19'26". Jimmy Mohindo Kyavira venu

du Nord-Kivu s'est contenté du prix du maillot du meilleur jeune coureur congolais du Tour, alors que Matondo Bebeka a reçu celui du meilleur équipier congolais. Notons-le, le Hollandais Jeroen Breewel a remporté la sixième et dernière étape courue à Kinshasa en critérium de huit tours de 9 km chacun, en circuit fermé sur l'avenue des Huileries,

le boulevard du 30 juin, l'ex-avenue du 24 novembre et enfin le boulevard Triomphal où a été constatée l'arrivée. Le Français Alexis Tourtelot (vainqueur de la première étape à l'ouverture du Tour à Kisangani et de la quatrième étape) a pris la deuxième place de la dernière étape à Kinshasa, devant le maillot jaune du Tour, le Hollan-

dais Van Eerd David. Dans son mot de clôture, le ministre Denis Kambayi a demandé à la Fédération congolaise de cyclisme d'intégrer la loi sportive dans son mode de fonctionnement pour la mise sur pied d'un programme durable pour le développement du cyclisme congolais.

M.E.

ITIE

Les délégués d'associations et Ong du monde débattent du pétrole et des mines

Le but essentiel visé par ces échanges, est d'arriver à la mise en œuvre de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) en Afrique. L'atelier y relatif dont le terme en Allemand est le « Misereor », traite du thème « Pétrole et mines en Afrique ». Il a été ouvert hier à Matombi dans le district de Loango (département Kouilou) par Mgr -vicaire général, abbé Alain Loemba Makosso.

sentiment de la pastorale diocésaine mais aussi de la Conférence des évêques du Congo et ceux de la sous-région d'Afrique centrale dont les évêques réunis au sein de la Conférence épiscopale de la région d'Afrique centrale en juillet 2002 à Malabo (Guinée équatoriale) avait lancé la réflexion « L'église et la pauvreté : le cas du pétrole ». « L'église en parlant du pétrole ne voudrait pas prendre

Alain loemba Makoso. Et de rappeler que « C'est face aux difficultés des pays riches en pétrole et mines à donner ce bonheur que des initiatives sont nées, le cas de l'église de notre sous région, de l'église du Nord et de l'Agence de développement de la Conférence épiscopale allemande Misereor dans l'appui du travail sur le terrain et nos structures ecclésiales en faveur des communautés riveraines des exploitations pétrolière et minérales ».

Pour les participants de cet atelier international, les attentes se situent au niveau du vrai lien à faire entre la conformité et la réduction de la pauvreté. Les gouvernements qui, sont en train de prendre des initiatives dans ce sens notamment avec la révision du cadre législatif dans le secteur des industries extractives est un facteur encourageant. Tout comme devra être louées les réformes qui doivent tenir compte de la participation et de l'implication des communautés riveraines. L'atelier qui prend fin le 17 juin sera marqué, outre le travail en groupe et les plénières, par des visites de terrain notamment dans les champs pétroliers.

Hervé Brice Mampouya

EXPLOITATION FORESTIÈRE

La société civile s'implique dans la gestion efficace du bois

Un atelier inter départemental sur l'APV, le Règlement bois de l'union européenne (Rbue) et l'Observation indépendante (OI) a été organisé récemment à Dolisie. Les Ong, associations et membres de la Plateforme pour la gestion durable des forêts (Pgdf) des départements de la Lékoumou, de la Bouenza, du Kouilou, de Pointe-Noire et du Niari ont pris part aux assises.



Une vue de la forêt congolaise crédit photo «DR»

Les participants ont échangé sur l'APV (Accord de partenariat volontaire, l'application des règlements forestiers, la gouvernance et les échanges commerciaux). Le bref aperçu de l'APV, ses organes de gouvernance et l'état d'avancement ont tour à tour fait l'objet d'explications plus détaillées dans un esprit de partage. Ce fut aussi le cas du Rbue, texte initié pour réduire au maximum l'exploitation illégale du bois. Entré en vigueur au Congo en 2015, il oblige à évaluer les risques du bois placé sur le marché européen. De même qu'il prévoit des mécanismes pour prévenir les risques.

Quant à l'OI, outil que la société civile s'est approprié, c'est une intervention des tierces par-

ties, réputées indépendantes, dans un processus qui met en présence plusieurs acteurs aux intérêts souvent divergents. Cette activité menée en toute indépendance et impartialité par des personnes ou des institutions non affiliées directement à l'objet de leur observation, est un gage de la crédibilité du processus.

La compréhension des différents concepts, leurs impacts sur la filière bois au Congo Brazzaville ont suscité de vifs et enrichissants débats entre les différents participants tous, préoccupés pour la gouvernance forestière et le commerce légal du bois.

H.B.M.



Photo de famille des participants à l'ouverture de l'atelier

Pendant près d'une semaine, les délégués d'Ong, associations et organisations du monde vont échanger et partager leurs expériences sur cette thématique. Rappelant l'importance de la rencontre, l'abbé Alain Loemba Makosso a souligné que cette thématique majeure a rencontré l'as-

la responsabilité de ceux qui ont la gestion du pétrole et des affaires publiques. Elle veut tout simplement à la suite de son divin maître et sauveur manifester sa solidarité avec les pauvres, les petits, les mal aimés les laissés-pour-compte, les relégués à l'arrière boutique » a-t-il dit l'Abbé

SANTÉ PUBLIQUE

L'hôpital général Adolphe Sicé tient son premier conseil d'établissement

Les travaux de la première session du conseil d'établissement de l'hôpital Adolphe Sicé ont été ouverts le 14 juin par Jérémy Mouyokani, conseiller technique représentant la ministre de la Santé et de la population. En vue d'améliorer le fonctionnement de cet établissement, les participants ont analysé les indicateurs d'utilisation et de performance de l'hôpital, les profils épidémiologiques de 2008 à 2015 ainsi que l'exécution des programmes de gratuité.

Cette première session du conseil d'établissement de l'hôpital A Sicé, 86 ans après sa création en 1930 est un moment très capital pour la vie de la structure. Elle se tient en présence de la directrice générale dudit hôpital, Sidonie Piazza, du représentant du préfet du département de Pointe-Noire, d'autres invités ainsi que les médecins chef de service. « Après avoir obtenu son statut d'établissement public qui lui confère une personnalité morale, l'hôpital général Adolphe Sicé se voit dans l'obligation de tenir son premier comité de direction, qui, lui-même passe nécessairement par ce conseil d'établissement », a indiqué Sidonie Piazza dans son mot de bienvenue.

Au cours dudit conseil, les participants ont examiné plusieurs documents, à savoir : les revues des activités hospitalières et financières de 2008 au premier trimestre 2016. Il s'est agi spécifiquement d'ana-



Les participants à la première session du conseil d'établissement de l'hôpital A Sicé «adiac»

lyser les indicateurs d'utilisation et de performance de l'hôpital, les profils épidémiologiques de 2008 à 2015, l'exécution des programmes de gratuité, l'évolution des ressources humaines, l'évolution des dépenses hospitalières, le budget 2016 et l'évolution des dépenses ainsi que la présentation du plan d'action 2016, sans oublier les défis à relever dans le prochain projet d'établissement 2016-2020, a-t-on appris.

La directrice a interpellé les participants à plus d'apports à travers les questions et autres contributions. Sidonie Piazza a poursuivi que, la gouvernance hospitalière exige quelques comportements, à savoir, le partage de l'information, la gestion participative, la rédevabilité, soit l'obligation de rendre compte. « C'est en cela que la gouvernance hospitalière n'est pas seulement un concept, encore moins une simple vue d'esprit, mais plutôt une culture qui s'impose à nous. Ainsi nous devons la promouvoir; l'implé-

menter pour une bonne gestion des affaires hospitalières. La gouvernance hospitalière exige donc que l'hôpital soit administré en toute transparence, et avec la participation de tous. La tenue du présent conseil d'établissement se justifie alors par le besoin de tenir le comité de direction de l'hôpital avec un engagement optimal des ressources humaines, pour que soient validés tous les documents stratégiques qui régissent son fonctionnement », a-t-elle souligné. Ouvrant les travaux de la 1ère session du conseil d'établissement de l'hôpital général de la ville de Pointe-Noire, le conseiller technique représentant la ministre de la Santé, Jérémy Mouyokani, a rappelé que le ministère de tutelle a pris l'engagement d'encadrer les hôpitaux généraux et les établissements publics créés récemment et, s'est réjoui de la tenue de ce premier conseil d'établissement, prélude au premier comité de direction.

Charlem Léa Legnoki

CINÉMA

Lancement ce 24 juin de la vente des DVD du film «Le choix d'Albe Diaho»

Produit par Cible Record Film, le film Le Choix du réalisateur Albe Diaho sera mis en vente le 24 juin peu après la conférence de presse qu'animeront le réalisateur et les acteurs au Centre culturel Jean-Baptiste Tati Loutard à Pointe-Noire.

La mise en oeuvre de ce film a été un chemin de la croix pour le réalisateur qui, des mois durant a fait face aux aléas et contingences de toutes sortes. Homme de poigne, Albe Diaho a su surmonter tous les écueils pour sortir un produit digne d'éloges.

C'est en juillet 2015, qu'Albe Diaho réunit les différents acteurs pour débiter les répétitions qui ont finalement eu lieu que quatre mois plus tard. Après six mois de répétitions et à deux semaines du tournage, Albe Diaho est terrassé par la maladie. La convalescence sera longue puisque trois mois après, il fallait tout reprendre. En Août, débute le tournage avec des moyens très modestes. Après un mois de tournage, le film est monté et réalisé pour le plus grand bonheur du réalisateur qui voit enfin son bébé naître.

La première projection du film en avant première a eu lieu le 20 juin

2015 à Sueco, suivie de la deuxième projection le 12 février au centre culturel Tati Loutard puis de la 3e projection le 12 Avril à l'Institut français de Pointe-Noire. Le Choix est l'histoire de Fabiana, 24 ans, une chiche jeune fille qui vit une relation tumultueuse avec son fiancé Odin. La rencontre avec Christophe, un homme riche et attentionné va faire naître une liaison amoureuse entre les deux amants jusqu'au jour où Fabiana découvre qui est vraiment Christophe...

Albe Diaho, Amanda Baye et Lux Bayonne jouent les premiers rôles du film. La vie est un problème de choix. Et quand celui-ci est mal fait, il peut avoir des conséquences regrettables tel est le message du réalisateur qui fustige aussi le comportement blâmable des femmes dont l'argent est le seul attrait et des hommes qui ont du mal à assumer leur choix. En définitive, quand on a fait un choix quel qu'il soit, on l'assume, dit-il et d'ajouter, en optant de faire une carrière dans le cinéma, j'ai fait un choix que je ne regrette pas malgré le parcours sinueux qui mène à la gloire.

H.B.M.

CIRGL

Eduardo dos Santos succède à lui-même

La sixième conférence ordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de la Conférence internationale sur la région des Grands lacs (Cirgl) s'est tenue hier, au centre de conférence de Talatona en banlieue sud de Luanda, en Angola. La rencontre était placée sous le thème: « Accélérons la mise en œuvre effective du pacte et de ses protocoles pour une meilleure démocratie et stabilité dans la région des Grands lacs ».

Une douzaine de chefs d'Etat et de gouvernement ont participé à ces assises, parmi lesquels Denis Sassou N'Gusso du Congo, arrivé un jour plus tôt à Luanda. Outre les chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de la Cirgl, on a noté la présence de Jacob Zuma, président de la République Sud-Africaine qui a pris part à cette conférence en qualité d'observateur.

A l'ouverture des travaux, les chefs d'Etat et de gouvernement ont écouté le discours bilan du pré-



Photo de famille des chefs d'Etat membre de la Cirgl

sident en exercice de la Cirgl sur la note d'orientation du thème de la conférence. Dans son allocution, Eduardo dos Santos, s'est félicité des avancées significatives enregistrées au cours de son mandat, notamment la gestion positive des conflits et des différends au sein de la Cirgl.

L'hôte du sommet a ensuite

salué l'engagement des pays de l'Union africaine et l'Union européenne qui ont respectivement envoyé les casques bleus et une force de maintien de la paix pour aider à stabiliser et à pacifier la République Centrafricaine. Il a également invité les pays membres de l'organisation à intensifier le dialogue pour la paix au Burun-

di afin, dit-il, « de dépasser l'impasse créée par le conflit post-électoral et respecter le pouvoir légalement établi ». De même, il a émis le vœu de succès dans le dialogue pour la réconciliation et la consolidation de la démocratie en RDC. Le président Dos Santos a adressé un message de félicitation aux deux dirigeants du Sud

Soudan pour « la restauration de la paix et la formation du gouvernement d'unité nationale ».

Après quoi, les chefs d'Etat et de gouvernement ont débattu, à huis clos, des questions de sécurité, de défense et de paix au sein des pays membres de la Cirgl. A l'issue des travaux, ils ont unanimement demandé à l'Angola de continuer à assumer la présidence de la Conférence internationale sur la région des Grands lacs pour une période de deux ans, avant de désigner Zachary Muburi-Muita du Kenya comme Secrétaire exécutif de l'organisation. Il succède à Alphonse Ntumba Luaba de la RDC. Rappelons que la Cirgl regroupe l'Angola, le Burundi, le Congo, la RDC, la RCA, le Kenya, l'Ouganda, le Soudan, le Sud Soudan, la Tanzanie et la Zambie.

Valentin Oko

TAEKWONDO

La ligue de la Cuvette reçoit des équipements modernes

Le président de la fédération congolaise de la discipline, Stanislas Mbys, a doté du matériel sportif haut de gamme, en vue d'améliorer d'une part, les conditions de travail et les performances des taekwondoïns du département de la Cuvette, d'autre part.

Après Brazzaville, le Kouilou et le Niari, le président de la Fédération congolaise de taekwondo (Fécotae), s'est rendu à Owando, chef-lieu du département de la Cuvette. « Nous sommes venus ici pour partager votre rêve de défendre sportivement les couleurs du Congo, au plus haut niveau, afin de devenir des grands champions de demain », a expliqué Stanislas Mbys, s'adressant aux athlètes de la localité. Sans matériel moderne de travail on ne peut pas prétendre avoir des athlètes de qualité, a-t-il reconnu. Ainsi, le président de la Fécotae a donc fait un don des équipements notamment: un tatami orthogonal répondant aux normes olympiques, des plastrons électroniques, des protèges, des casques...La liste n'est évidemment pas exhaustive. Par ailleurs, Stanislas Mbys n'a pas manqué d'attirer l'attention des gestionnaires dudit matériel. « Ces équipements que nous avons obtenus grâce à la contri-

bution non négligeable du président de la République, n'appartiennent pas à un individu mais à l'institution Taekwondo. Personne n'a le droit de dire qu'il en est le propriétaire. Ne faites pas comme l'ancien président de la Fédération qui, mécontent de n'avoir pas été réélu, a emporté tout le patrimoine existant, nous obligeant d'en reconstituer un nouveau. Si vous faites pareil, L'Etat devrait vous interdire toute responsabilité publique », a-t-il dit. Tout le monde, selon lui, devrait respecter le sacro-saint, principe de la rupture avec les mentalités déviantes. Par devoir d'exemplarité, Stanislas Mbys a promis rétrocéder tout le patrimoine du taekwondo au prochain président de la fédération qui sera élu sous peu, afin que ce dernier puisse continuer à dynamiser la discipline.

Pour sa part, le président de la ligue départementale de la Cuvette, Jean Pierre Ehokapoko, s'est dit satisfait du geste de la Fécotae, tout en promettant de bien gérer ce patrimoine. « Ce matériel vient à point nommé pour booster le développement de la discipline et permettre à notre département de fournir des athlètes compétents comme c'est le cas dans d'autres disciplines », a-t-il fait savoir. Le



Le directeur départemental des Sports réceptionnant le kit des équipements

directeur départemental des Sports et de l'éducation physique, Jean Pierre Mouélé, pré-

sente à la cérémonie, a pris acte non seulement de ce qui s'est dit, mais aussi du contrat de bonne

gestion signé entre la fédération et la ligue de la Cuvette.

Rominique Nerplat Makaya